



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de la santé

HESA • NUMÉRO 042 • 1^{re} SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le lundi 26 février 2007

Président

M. Rob Merrifield

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent de la santé

Le lundi 26 février 2007

• (1020)

[Traduction]

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett (St. Paul's, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

[Français]

Madame Gagnon, voulez-vous faire un commentaire?

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Oui, madame la présidente.

Avant de commencer la séance, j'aimerais savoir si un débat sur ma motion est prévu à l'ordre du jour.

J'aimerais que l'on prévoie une période de 10 à 15 minutes à la fin de la séance pour débattre de ma motion qui porte sur une demande à la vérificatrice générale de faire une étude sur le mandat, les coûts, la gestion et l'efficacité du Programme commun d'évaluation des médicaments, le PCEM.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Non, ce n'est pas prévu pour aujourd'hui ni pour demain.

Mme Christiane Gagnon: Pourquoi n'est-ce pas prévu pour aujourd'hui?

La greffière du comité: Madame Gagnon, je ne sais pas si nous aurons assez de temps pour discuter de la motion, car nous avons beaucoup de témoins à entendre.

De plus, on peut avoir un quorum réduit pour entendre les témoignages, mais un quorum de sept personnes est requis pour débattre de la motion.

Mme Christiane Gagnon: Je sais que des membres du comité vont peut-être se joindre à nous un peu plus tard. Si on a le quorum à la fin de la séance, j'aimerais qu'on prenne 10 minutes pour discuter de ma motion.

On ne semble pas favorable à son dépôt aujourd'hui. J'ai l'impression qu'on ne veut pas précipiter son adoption. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle on veut en retarder la discussion.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett):

Je prévois l'arrivée de M. Merrifield. S'il y a quorum, il sera possible de voter sur votre motion.

Mme Christiane Gagnon: Merci.

[Traduction]

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Bienvenue à Karen Tonks, en Angleterre. Nous entendez-vous?

Mme Karen Tonks (nutritionniste en chef, Tesco PLC): Oui, je vous entends

Bonjour.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Bonjour.

Je pense que c'est un peu plus facile lorsqu'on connaît les noms des gens. Je suis Carolyn Bennett. Je suis de Toronto, et députée de St. Paul.

Les autres voudraient-ils se présenter? Il est un peu difficile de s'adresser à une caméra.

[Français]

Vous avez rencontré Mme Gagnon.

Vous pourriez peut-être vous présenter, madame.

Mme Christiane Gagnon: Mon nom est Christiane Gagnon. Je suis députée du Bloc québécois, de la circonscription de Québec. Je suis critique en matière de santé depuis le précédent mandat.

Merci.

M. Luc Malo (Verchères—Les Patriotes, BQ): Mon nom est Luc Malo. Je suis député du Bloc québécois, de la circonscription de Verchères—Les Patriotes, située sur la rive sud de Montréal, au Québec.

[Traduction]

M. Laurie Hawn (Edmonton-Centre, PCC): Bonjour. Je suis Laurie Hawn, député d'Edmonton Centre, dans l'ouest du Canada, de la capitale de l'Alberta. Je suis ravi de vous voir ce matin.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Luc et moi rentrons tout juste de Whitehorse, au Yukon, où nous avons été totalement inspirés par les Jeux d'hiver du Canada et les jeunes athlètes. Nous sommes pleinement réveillés et prêts à apprendre comment faire mieux que ce que nous faisons.

Bienvenue, Karen. Nous sommes impatients d'entendre votre exposé. Nous avons prévu 40 minutes pour vous mais nous avons déjà accaparé une partie de ce temps. Actuellement, nous disposons d'une vingtaine de minutes, si cela vous convient.

Mme Karen Tonks: C'est bien.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): De quelle durée est votre exposée, Karen?

Mme Karen Tonks: J'ai cru comprendre que vous souhaitiez que je prenne cinq minutes environ pour vous situer un peu le contexte et ensuite poser des questions.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Ce serait parfait. La Bibliothèque du Parlement nous a donné un assez bon aperçu. Allez-y donc.

Mme Karen Tonks: Je vais peut-être commencer par me présenter. Je me nomme Karen Tonks, comme vous l'avez dit. Je suis diététiste d'entreprise chez Tesco. Je ne sais pas ce que vous savez sur Tesco, une chaîne de distribution au Royaume-Uni. Nous sommes le plus gros distributeur, avec quelque 800 magasins dans tout le Royaume-Uni, mais nous en avons aussi en Europe centrale, en Asie, en Thaïlande, en Malaisie et au Japon, et nous venons d'annoncer que nous allons ouvrir également des magasins en Californie, sur la côte Ouest des États-Unis, et de ce point de vue nous avons donc une envergure mondiale.

Pour ce qui est d'une alimentation saine et de la santé, nous nous intéressons de longue date à cet aspect au Royaume-Uni. Lorsque je suis entrée en fonction comme diététiste d'entreprise chez Tesco il y a une vingtaine d'années, cet intérêt était encore récent. On commençait à se rendre compte au Royaume-Uni qu'une mauvaise alimentation contribuait à la maladie et à la mortalité précoce et nos clients se tournaient vers nous et nous demandaient d'agir.

D'aucuns pourraient dire que la vente au détail est un curieux endroit pour informer et conseiller en matière d'alimentation et de santé, mais c'est dans les magasins que les clients font leurs choix alimentaires, et ils s'adressaient à nous avec des produits et demandions ce que nous pouvions faire.

En 1985, nous avons lancé tout un programme de vie saine. Il comportait quatre aspects. L'un consistait à donner des renseignements nutritionnels au dos de nos produits. Personne ne le faisait jusque-là, si bien que nul ne savait exactement ce que contenaient les produits alimentaires achetés. Les consommateurs voulaient également des renseignements sur ce que signifiait la composition nutritionnelle et ce qu'était un régime alimentaire sain, et cela nous a amené à produire un grand nombre de brochures et d'information pour aider les clients à comprendre les matières grasses et les graisses saturées et le sel et le sucre et les quantités à consommer.

Les additifs sont un autre aspect que nous avons considéré. Nos clients, il y a 20 ans et encore aujourd'hui, considèrent les additifs comme quelque chose d'important dans le régime alimentaire, et il est bon de les éviter, surtout pour les enfants.

Ils voulaient également que nous améliorions les produits. Ils voulaient des produits plus sains — contenant moins de matières grasses, moins de sel, moins de sucre — et c'est pourquoi nous avons lancé toute une gamme de produits « santé » en 1985. Nous avons continué à travailler sur ces quatre volets tout au long des 20 dernières années.

Il existe aujourd'hui une législation européenne qui régit la nature et le format de l'information nutritionnelle à donner sur les emballages. L'application de ces mesures reste facultative en Europe et au Royaume-Uni. Cette législation est en cours de révision, mais nous l'appliquons volontairement à la totalité de nos 6 500 produits. Nous fournissons également des renseignements par portion. En outre, vu que la législation nous demande de déclarer le « sodium » sur les étiquettes et que ce terme n'est pas familier à la plupart des consommateurs, nous traduisons « sodium » par « sel » et indiquons les quantités de « sel » au dos des emballages.

L'évolution la plus importante sur le plan de l'information nutritionnelle est réellement intervenue au cours des deux dernières années, lorsqu'il est devenu de plus en plus évident que les consommateurs ne comprenaient pas ce qui peut être une information réellement complexe sur nos étiquettes, même si elle

probablement plus simple que l'équivalent américain qui énumère quantité de substances.

Pour régler ce problème et aider les consommateurs à comprendre l'information nutritionnelle, nous plaçons sur le devant de l'emballage les données AQR, apport quotidien recommandé. En gros, cela signifie que nous indiquons sur le devant du produit les quantités de calories, de matières grasses, de graisses saturées, de sucre et de sel par portion, et nous indiquons en regard la proportion en pourcentage de l'apport quotidien recommandé pour un adulte typique. Cela donne aux consommateurs un point de repère et leur permet de positionner le produit à l'intérieur du régime et de comprendre s'il a des teneurs fortes ou faibles selon leurs propres règles approximatives.

Cela figure maintenant sur tous nos produits. Il nous a fallu juste un peu moins de deux ans pour refaire toutes les étiquettes de front de nos produits. Un certain nombre de grands fabricants de produits alimentaires que vous connaissez peut-être — Unilever, PepsiCo, Kraft, Masterfoods, Nestlé, Coca-Cola et Kellogg's — ont tous adopté le même format, si bien que dans le magasin nous avons probablement 10 000 produits portant cet étiquetage, soit environ 40 p. 100 de tous les contenants alimentaires vendus au Royaume-Uni.

•(1025)

Des fabricants à travers toute l'Europe ont adopté un régime similaire et l'on commence donc à voir cette information à travers l'Europe, non seulement sur les produits de marque, mais aussi sur ceux d'importants détaillants européens: Carrefour, METRO, Casino, Delhaize et Ahold.

Voilà donc où nous en sommes sur le plan de l'étiquetage. Ce sont là les innovations les plus importantes sur le plan de l'étiquetage nutritionnel. Mais, bien sûr, l'étiquetage ne va pas régler tous les problèmes de santé, dont l'obésité en est un. Outre l'étiquetage, d'autres mesures s'imposent. Il en est une que nous prenons très au sérieux, c'est l'amélioration et la reformulation des produits. Au cours des 12 derniers mois, nous avons réduit la teneur en sel de plus de 500 produits. Nous avons réduit la teneur en matières grasses dans plus de 125, celle des graisses saturées dans 143, celle du sucre dans environ 53. Cette année, nous revoyons 2 000 produits de plus pour assurer qu'ils ne contiennent pas des quantités excessives de nutriments. S'il n'est pas nécessaire de mettre autant de sel dans une sauce pour la rendre savoureuse et satisfaire le consommateur, nous réduisons la quantité. Nous poussons nos créateurs de produits à réellement cibler ces ingrédients clés et à en réduire la quantité.

Les consommateurs réagissent à l'étiquetage frontal et choisissent des produits plus sains. Nos chiffres de vente montrent que lorsque les gens voient une hauteur teneur en sel ou en gras, ils cherchent un substitut plus sain. Alors que les nombres peuvent paraître plutôt modestes — réduire le gras dans 125 produits ou le sel dans 500 — si vous regardez les quantités que nous avons effectivement retirées, rien qu'en réduisant d'un tiers le sel dans le pain blanc et brun, cela fait 200 tonnes de sel que nous avons retranché du régime alimentaire de nos clients. Nous l'avons retranché d'un grand nombre de produits typiquement très salés comme les soupes en boîte, etc.

Nous pensons que cela fait une réelle différence au niveau de la santé de nos consommateurs. Comme je l'ai dit, leur comportement d'achat démontre que c'est vrai. Bien sûr, il faut en parallèle une éducation et une information pour aider les gens à comprendre les étiquettes. Il ne suffit pas d'imprimer des chiffres sur un emballage et compter que les gens pourront les utiliser. Nous avons fait beaucoup de publicité, une publicité très simple qui aide juste les gens à comprendre ce que sont les chiffres sur le devant de l'emballage, comment les utiliser et les interpréter. Cela comprend la distribution de quantité de brochures, de fiches de la taille d'une carte de crédit que les gens peuvent mettre dans leur porte-monnaie pour s'y référer afin qu'ils connaissent également les apports quotidiens recommandés. Comme nous savons que les gens aiment bien ramener de l'information à la maison, nous continuons la distribution de brochures. Nous avons également des magazines et des clubs de vie saine afin que les gens puissent lire des articles sur le sujet, sur l'étiquetage, sur l'alimentation et les maladies liées à l'alimentation et ce qu'il convient de changer dans leur régime alimentaire.

Parallèlement, nous avons l'un des plus gros systèmes d'achat en ligne — je crois que c'est le plus gros du monde, mais je ne le garantis pas — qui permet de faire ses achats en ligne et de se faire livrer chez soi. C'est le marché alimentaire à domicile. Nous avons maintenant placé toute l'information en ligne, si bien que si vous êtes devant votre ordinateur à faire vos courses chez vous, vous voyez la même information à l'écran que si vous aviez le produit en main. Le consommateur a accès à la même information en ligne et nous espérons le voir faire des choix plus sains par voie de conséquence.

Par ailleurs, nous avons conscience qu'il y a un torrent d'information sur ce qui est sain, n'est pas sain, ce qu'il faut faire et ne pas faire. Nous cherchons réellement à simplifier cela pour nos clients. Nous avons lancé cette année un calendrier santé sur lequel apparaît un message différent chaque mois. Nous y demandons à nos clients de changer, avec nous, une chose par mois dans leur régime et leur mode de vie, ce qui permet d'avancer pas à pas.

En janvier, le message tournait autour d'un petit-déjeuner sain, l'importance pour la santé de manger un bon petit-déjeuner. En février, le message c'est de manger suffisamment de poisson, en particulier du poisson gras. Dans les mois suivants, le conseil est de boire suffisamment d'eau et d'être actif. En avril, au moment où se tient le marathon de Londres et où tout le monde commence à se dire qu'il faudrait sortir et courir et que le temps tourne au beau, nous avons beaucoup d'activités prévues dans les magasins et d'information pour encourager les consommateurs à avoir des activités de plein air et à se mettre en forme.

●(1030)

Nous travaillons aussi avec des groupes communautaires, si bien que nous sommes présents dans la collectivité — et je parlerai un peu de nos programmes d'activité — mais nous sommes en rapport avec le National Children's Home et aussi la Pre-school Learning Alliance, pour vraiment agir auprès des jeunes. Dans le cas du National Children's Home, nous parlons de jeunes placés en foyer et qui se préparent à s'établir de manière autonome et il s'agit de leur donner les connaissances et les aptitudes pour acheter et cuisiner sainement. Dans le cas de la Pre-school Learning Alliance, nous parlons d'enfants d'âge préscolaire et de leur régime et de la façon de leur apporter le soutien et l'information.

Sur le plan de l'accès, pour assurer que les consommateurs aient l'accès, nous avons cette année notre « Promesse fruits et légumes »: pendant toute l'année, nous aurons au moins cinq types de fruits et légumes vendus à moitié prix, c'est-à-dire que nous les rendons très bon marché.

Dans le programme « Soyez actifs » — vous disiez que vous revenez du Yukon — nous cherchons à inspirer deux millions de personnes à entreprendre une activité physique quelconque en préparation des Jeux olympiques de 2012. Nous avons donc toutes sortes d'activités autour de ce thème. Nous avons lancé notre système de bons d'échange pour les écoles et clubs, qui signifie que si vous dépensez un certain montant dans nos magasins, dix livres, vous obtenez un bon d'échange. Les écoles et les clubs peuvent recueillir les bons et les échanger pour du matériel d'activité physique, depuis des ballons et des buts jusqu'à des sessions de formation pour les encourager à proposer des sports.

La « Grande course scolaire » est un programme très populaire et nous sommes même dans le livre des records de Guinness. Nous avons amené 750 000 enfants à courir. Nous offrons un plan de cours sur la santé et la condition physique, et puis ils font un circuit de deux kilomètres autour de leur terrain d'école, le même jour. Cela se fait partout le 21 juin. Nous recommençons cette année et nous espérons avoir la participation d'un demi-million de jeunes.

Nous parrainons aussi la campagne « Faites du vélo » qui se déroule en Grande-Bretagne et là encore il s'agit d'encourager les jeunes à faire de la bicyclette. Et nous parrainons aussi les grandes courses juniors et minimes qui se déroulent avant les « grandes courses », la grande course du nord et la grande course du sud au Royaume-Uni. Et en particulier, toujours dans le domaine de l'activité physique — et je suis ravie d'y participer personnellement — et en rapport avec la recherche sur le cancer, nous avons un programme intitulé « La course pour la vie », qui encourage les femmes à couvrir un parcours de cinq kilomètres en courant, mais elles peuvent aussi marcher ou se faire pousser si elles sont en fauteuil roulant. Tout le monde peut participer et le but est de lever des fonds pour la recherche sur le cancer. Nous parrainons ces courses depuis plusieurs années. Il s'en est tenu 240 l'an dernier, avec trois quarts de millions de participantes. Nous parrainons aussi des courses de dix kilomètres auxquelles nous encourageons les hommes à participer aussi.

Ainsi, comme vous pouvez le voir, nous avons toute une série d'activités, que ce soit sur le plan de l'étiquetage, de la création des produits ou de la communication à destination des clients de tous âges et de tous milieux.

●(1035)

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup, Karen.

Mme Karen Tonks: Il n'y a pas de quoi.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Nous avons un peu de retard et nous allons limiter chaque parti à trois minutes pour la question et la réponse.

Si vous permettez, Scott, l'une des premières choses que j'aimerais savoir c'est s'il existe une norme. Ici, au Canada, le programme Coeur atout est relié au guide alimentaire. Quelle norme visait votre étiquetage, ou bien s'agit-il simplement de demander à tout le monde de réduire?

Scott, souhaitez-vous ajouter une question avant que Karen réponde?

M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor, Lib.): Non. C'est bien. Que Karen réponde.

Mme Karen Tonks: Quel était le fondement pour tenter de réduire...? Pourriez-vous répéter la question?

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Selon quelle norme les fabricants cherchent-ils à reformuler leur produit? Simplement moins de sel, moins de gras?

Mme Karen Tonks: Oui, c'est bien cela. Nous n'avons rien de tel que le guide Coeur atout. Nous n'avons pas de position d'ensemble sur ce qui est sain. Nous avons quelque chose que l'on appelle « L'assiette équilibrée », qui prend en considération la proportion d'hydrates de carbone, de fruits et de légumes dans votre régime alimentaire d'ensemble, mais au niveau des produits il n'y a rien qui dise ce qu'est un aliment sain.

Nous cherchions à réduire de façon générale. La Food Standards Agency au Royaume-Uni publie quelques critères pour la réduction du sel et nous les appliquons, mais il n'y a rien pour les autres nutriments.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Bien.

Scott Simms est maintenant arrivé, il est de Terre-Neuve. Il est un peu plus proche de chez vous qu'Ottawa.

Mme Karen Tonks: Juste un peu.

M. Scott Simms: Oui, nous sommes proches voisins de l'Islande, Karen, mais nous sommes néanmoins Canadiens.

Justement, je vais utiliser quelques exemples de ma province natale.

Les cas de diabète de type 2 se multiplient à un rythme alarmant. L'obésité chez les enfants d'âge scolaire, principalement entre 12 et 16 ans, croît également à un rythme très alarmant.

Ma question porte sur ce que nous avons récemment entrepris, au niveau du gouvernement canadien mais aussi du gouvernement de Terre-Neuve. Nous faisons des campagnes de promotion dans les écoles pour la condition physique. Mais ce que nous n'avons pas encore fait, je crois, c'est introduire des restrictions alimentaires obligatoires dans les écoles et imposer l'éducation physique obligatoire.

Ma question est de savoir si dans les écoles du Royaume-Uni vous avez l'éducation physique obligatoire ou des règles alimentaires? Que faites-vous? Constatez-vous aussi un accroissement alarmant du diabète de type 2?

• (1040)

Mme Karen Tonks: Pour répondre d'abord à votre dernière question, oui, nous le voyons aussi; c'est le même problème. Il est réellement déterminé par l'obésité chez les jeunes enfants et leur mauvaise alimentation. C'est ce qui cause le diabète de type 2, chez les jeunes et dans la population plus âgée aussi. L'obésité est le facteur clé sur lequel il faut agir.

Vous avez tout à fait raison, chez les enfants il faut combiner un régime alimentaire sain mais aussi l'activité physique, surtout chez les plus jeunes. Il ne s'agit pas de trop restreindre les nutriments et ralentir leur croissance, mais il faut veiller à ce qu'ils mangent bien et sainement.

Aux États-Unis, le programme scolaire comprend l'éducation physique et ils vont donc avoir une certaine mesure d'activité physique. C'est de ce point de vue que nous avons des programmes d'appui aux écoles, pour les encourager à faire quelque chose et à faire en sorte que ce soit amusant et en leur proposant des plans de leçon équilibrés; en effet, il s'agit de faire comprendre aux élèves pourquoi ils ont besoin d'activité physique. Il ne s'agit donc pas seulement de leur en faire faire, mais de leur faire comprendre pourquoi, afin qu'ils soient actifs aussi en dehors du milieu scolaire.

Pour ce qui est des lignes directrices diététiques pour les repas scolaires, il existe des lignes directrices obligatoires en Écosse. Elles ont été introduites il y a quelques années. En Angleterre et aux Pays de Galles cela commence tout juste. Elles sont entrées en vigueur au début de l'année, c'est tout nouveau. Elles consistent à essayer d'équilibrer le régime alimentaire des enfants au fil de probablement un mois. Ce n'est pas un équilibre quotidien, il s'agit de faire en sorte que sur un mois ils absorbent une quantité suffisante des bons nutriments dont ils ont besoin — les vitamines et les minéraux nécessaires à la croissance. Mais il s'agit aussi de veiller à ce qu'ils ne mangent pas trop de sel, de sucre et de gras et donc de leur proposer des aliments sains mais les amener à comprendre aussi pourquoi ils devraient manger sainement.

Tout cela fait partie du programme d'enseignement. C'est une approche globale et c'est certainement, d'après les recherches, celle qui donne les meilleurs résultats: l'enseignement en salle de classe, ce qu'ils mangent pour le déjeuner et ce qu'ils font lorsqu'ils rentrent chez eux.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Mme Karen Tonks: Il n'y a pas de quoi.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Madame Gagnon.

[Français]

Mme Christiane Gagnon: Merci de nous éclairer au sujet de ce que vous avez mis en application.

Si j'ai bien compris, c'est l'entreprise privée qui appose l'étiquette relative à la valeur nutritive des aliments. Qui contrôle cette information? Qui vous assure de son exactitude?

Vous veillez à ce que les aliments comportent moins de nutriments néfastes. Étant donné que vous êtes dans une entreprise privée, vos objectifs sont sans doute inférieurs à ceux d'un ministère qui contrôle, pour l'ensemble de la population, la teneur des nutriments que contiennent les aliments.

La diminution de la valeur nutritive d'un aliment risque peut-être d'en modifier le goût. Cette façon de procéder rend-elle certaines valeurs nutritives moins alléchantes pour les consommateurs qui sont habitués au goût de certains aliments?

Merci.

[Traduction]

Mme Karen Tonks: Pour ce qui est de savoir qui contrôle l'information, nous avons tous un devoir de diligence envers les consommateurs et même si nous sommes une société privée, nous sommes clairement sous le regard du public. Au Royaume-Uni, nous avons des autorités locales qui font appliquer la législation sur l'étiquetage.

Il y a beaucoup de lois régissant l'étiquetage et la plupart existent au niveau européen et se répercutent en cascade par des lois des États membres. Mais le principe est que nous avons le devoir de pas induire en erreur et nous ne devons pas tromper le consommateur par notre description de l'aliment, par l'image placée sur l'étiquette ou par l'information nutritionnelle ou autre figurant sur nos produits.

Nous avons donc des obligations de diligence que vont contrôler les autorités compétentes. Elles viennent chez nous parler des procédés mis en place, des essais, vérification de nos spécifications de produits, et donc vont nous parler de nos méthodes mais elles vont effectuer des contrôles au hasard. Elles vont prélever des produits sur les rayons et les analyser en laboratoire. Si elles trouvent des anomalies, elles reviendront nous en parler.

Il peut y avoir des anomalies dues à de simples variations naturelles et nous pouvons en parler. D'autres peuvent être dues à d'autres raisons, par exemple une erreur d'impression de l'étiquette, ou quelque chose du genre.

Nous sommes donc tout à fait placés sous l'oeil du public et des organismes de contrôle pour tout élément d'information inscrit sur les étiquettes et nous faisons très attention à leur exactitude.

Pour ce qui est de la réduction de certains nutriments et de savoir si nos objectifs sont différents de ceux des autorités — au Royaume-Uni, il s'agit de la Food Standards Agency — nous ne cherchons pas à les contrarier. Cela ne rimerait à rien. Nous avons tous pour principe fondamental d'encourager les consommateurs à manger plus sainement. Il n'est pas de notre intérêt que nos clients meurent jeunes. Nous aimerions les conserver et garder leur fidélité. Nous voulons être perçus comme membres de la collectivité locale. Nous parlons régulièrement avec la Food Standards Agency de ses recherches et de ce que devraient être les lignes directrices.

Inévitablement, l'industrie avance parfois plus vite que les pouvoirs publics car ces derniers doivent prendre en compte tout un éventail de considérations; c'est pourquoi, au Royaume-Uni, l'industrie elle-même — les détaillants et les fabricants — ont élaboré des lignes directrices sur les quantités. Et alors que le gouvernement s'en sert dans une certaine mesure, ce ne sont pas là des directives gouvernementales. Elles sont un simple guide qui aide tout le monde à aller dans la bonne direction, et le gouvernement les approuve même s'il n'y appose pas son nom.

● (1045)

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Mme Karen Tonks: Nous travaillons tous à la poursuite du même objectif.

Une autre question est de savoir comment nous préservons la qualité et le bon goût des aliments tout en réduisant le sel et le sucre. Nous le faisons prudemment. Avec certains aliments, il faut réduire la teneur prudemment, car la différence sera grande. Dans le cas d'autres produits, nous sommes très surpris de voir que certains aliments ont bien meilleur goût une fois que vous enlevez une bonne part du sel et du sucre. On arrive à goûter les ingrédients eux-mêmes plutôt que toutes les autres choses ajoutées.

On procède donc avec soin. Nous avons des jurys de dégustation et si un produit n'a pas bon goût, il ne va pas sur nos rayons.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Ma mère avait coutume de mettre de la sauce HP sur tout.

Allez-y, Laurie.

M. Laurie Hawn: Merci beaucoup, madame la présidente et merci encore à vous, madame Tonks.

J'ai plusieurs courtes questions qui recevront, j'espère, de courtes réponses.

Il semblerait qu'au Royaume-Uni l'industrie est en avance sur le gouvernement? Peut-on le dire?

Mme Karen Tonks: Oui, je pense, à certains égards, ce qui nous oblige parfois à prendre des initiatives. Vous parliez tout à l'heure du guide Coeur atout que vous avez au Canada. Nous n'avons rien de tel au Royaume-Uni; par conséquent, nous devons établir notre propre position afin d'avoir une cohérence à l'échelle de l'industrie. Cela ne nous est pas donné par le gouvernement.

Le gouvernement est aux commandes sur certains aspects, comme le sel. Il a fixé des objectifs et nous travaillons avec lui là-dessus.

Je pense donc que cela dépend du sujet dont on parle.

M. Laurie Hawn: Vous marchez donc main dans la main avec le gouvernement. Est-ce ce que vous faites au Royaume-Uni va devenir une norme européenne, ou bien envisage-t-on ce genre de chose à l'échelle de l'UE?

● (1050)

Mme Karen Tonks: Parlez-vous de l'étiquetage?

M. Laurie Hawn: Oui.

Mme Karen Tonks: L'étiquetage est en train d'être revu par l'Europe. Il y a un débat pour savoir s'il faudrait inscrire dans la loi les étiquettes de front. On en est encore à un stade très préliminaire. Nous n'avons pas encore vu d'avant-projet de loi, mais il est probable qu'il y aura l'étiquetage frontal.

Malheureusement, il existe en ce moment deux procédés concurrents. Notre recherche montre que notre étiquetage frontal donne de bons résultats avec nos clients. D'autres jugent que l'utilisation de l'étiquetage à code couleur, de type feu de circulation, où chaque ingrédient reçoit un code rouge, jaune ou vert, peut donner une information plus parlante aux consommateurs. Nous pensons que ce système comporte quelques défauts qu'il faudrait rectifier, mais il sera intéressant de voir dans quelle direction penche l'Europe.

M. Laurie Hawn: J'ai l'impression que vous êtes plutôt une fanatique des mesures volontaires que des mesures contraignantes.

Dans quelles mesures a-t-il été facile de rallier des fabricants comme Coca-Cola? Manifestement, pour ce qui est de la teneur en sucre, l'étiquetage ne va probablement pas beaucoup les aider.

Mme Karen Tonks: Je pense que c'est parce que nous sommes tous favorables à l'information des consommateurs. En le faisant volontairement et sur une base d'autoréglementation, nous conservons la flexibilité. Par exemple, lorsque les étiquettes sont trop petites et qu'une étiquette plus grande vous obligerait à avoir un emballage plus grand, ce que nous ne voulons pas car cela coûterait plus cher, nous pouvons omettre certaines données. Si nous étions réglementés, nous serions obligés de le faire quoi qu'il advienne et, en fin de compte, ce ne serait pas forcément la meilleure chose pour le consommateur.

Pour nous, le caractère volontaire signifie davantage de flexibilité, mais il faut néanmoins certaines normes. Je suis heureuse de voir que les sociétés qui utilisent la même méthode appliquent toutes les mêmes normes, de façon à ne pas dérouter encore davantage le consommateur.

M. Laurie Hawn: Finalement, êtes-vous satisfaite des progrès réalisés? Si vous regardez vos succès et vos échecs, y a-t-il quelque chose que vous feriez différemment aujourd'hui, si vous aviez le luxe de recommencer?

Mme Karen Tonks: C'est une question difficile.

Je serais plus satisfaite si nous avions une meilleure position quant à ce qu'est un régime alimentaire sain et ce vers quoi les gens devraient se diriger, et aussi peut-être une campagne éducative globale, peut-être sous l'impulsion du gouvernement, à laquelle participerait toute l'industrie, pas seulement les grosses compagnies comme Coca-Cola et Kraft et Kellogg's, mais aussi les petits fabricants. Aux États-Unis il y a tout un mouvement en faveur des aliments produits localement et des petits producteurs, et si l'on veut encourager ces derniers à se rallier derrière ces initiatives pour la santé, il faut réellement l'impulsion du gouvernement. Je serais plus heureuse s'il existait une position générale quant à ce qu'est une alimentation saine. Quelque chose comme le guide Coeur atout, que tout le monde puisse utiliser, serait beaucoup plus positif.

Si je pouvais revenir en arrière et faire quelque chose de différent, je mettrais probablement en oeuvre les étiquettes de front beaucoup plus tôt. Nous aurions dû le faire plus tôt et endiguer beaucoup plus vite la marée de l'obésité, spécialement chez les enfants. Peut-être aurions-nous dû agir plus vite, mais je ne crois pas qu'il soit trop tard.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Monsieur Martin.

M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD): Merci, madame Tonks.

Nous nous sommes débattus avec la question de l'étiquetage selon différentes perspectives. Je m'intéresse particulièrement aux gras trans, les huiles partiellement hydrogénées. Nous avons eu un débat approfondi au Canada sur la question de savoir si l'étiquetage suffit ou si ce produit devrait être purement et simplement interdit, éliminé de l'alimentation. Le Parlement a eu à se prononcer par un vote et a opté pour l'interdiction plutôt que l'étiquetage. La logique était que l'on ne peut justifier de mettre du poison dans nos aliments simplement parce que sa présence est mentionnée sur l'étiquette.

Ce débat a-t-il fait rage aussi au Royaume-Uni? Y est-on enclin à emboîter le pas au Danemark, votre partenaire commercial de l'Union européenne. Comment les compagnies britanniques commercialisent-elles leur produit au Danemark? Est-ce qu'elles renoncent simplement à ce débouché, ou bien retirent-elles leurs gras trans de leurs produits afin de pouvoir les vendre au Danemark? Pouvez-vous nous éclairer à ce sujet?

Mme Karen Tonks: Oui, les gras trans sont un sujet chaud au Royaume-Uni, mais le débat est très confus car, comme vous le savez probablement, il y a les gras trans produits artificiellement par l'hydrogénation partielle d'huile végétale et il y a aussi des gras trans naturels dans le lait et dans la viande — dans certaines viandes.

Il s'agit donc d'assurer que les consommateurs comprennent la différence entre les deux, et aussi l'effet global des gras trans, et ne pas perdre de vue le fait que la quantité totale de matières grasses et de graisses saturées influe probablement davantage sur la santé — ainsi que la quantité de sel — que ces éléments particuliers. J'essaie de faire en sorte que tout le message soit équilibré.

Au Royaume-Uni, le gouvernement n'a pas pris de position ni donné de consigne à ce sujet ni tenté de légiférer. L'industrie a suivi ce qui s'est passé aux États-Unis et au Danemark et a pris pour position de ne pas utiliser ces gras trans là où ce n'est pas indispensable.

Par exemple, je peux dire que Tesco a maintenant supprimé toute l'huile végétale hydrogénée de ses produits. Nous avons donc retiré

les gras trans artificiels et utilisé des matières grasses autres dans nos aliments. Alors que nos produits ne sont pas totalement exempts de gras trans, car ils contiennent toujours des produits laitiers et de la viande, ils ne comportent plus d'huile végétale partiellement hydrogénée. Par conséquent, nous réduisons la teneur en gras trans de nos produits alimentaires et beaucoup d'autres fabricants font de même.

• (1055)

M. Pat Martin: Pour être sûr de bien comprendre, votre société a-t-elle éliminé les gras trans de tout ce qui porte l'étiquette Tesco?

Mme Karen Tonks: Non. Nous avons éliminé l'huile végétale hydrogénée qui produit les gras trans artificiels, mais on trouve quand même des gras trans...

M. Pat Martin: Oui. C'est ce que je voulais dire, le gras fabriqué...

Mme Karen Tonks: Oui, le gras trans artificiel. Nous avons supprimé de nos produits l'huile végétale hydrogénée.

M. Pat Martin: Je vois.

Aux États-Unis, il y a l'indication obligatoire...

Excusez-moi, madame la présidente. Me reste-t-il du temps?

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Je pense qu'il est à peu près écoulé. Malheureusement, l'autre groupe attend depuis un moment.

Je crois savoir, madame Tonks, que vous avez un site Internet assez étoffé que les membres pourront visiter et qui donne nombre de ces renseignements. Je suis sûre que s'ils ont des questions individuelles, vous accepterez de leur répondre par courriel ou autrement.

Mme Karen Tonks: Absolument. Oui.

Je peux m'assurer que vous ayez tous mon adresse de courriel et je me ferai un plaisir de répondre aux questions que vous pourriez avoir. Je peux également vous envoyer un lien pour que vous puissiez visiter également notre site Internet.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Désolée de vous avoir bousculée. Nous avons eu ici une petite tempête qui fait que nos membres ont eu du retard, et je vous remercie de votre compréhension et de l'information que vous nous avez apportée.

Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à vos collègues du King's College.

Mme Karen Tonks: C'était un plaisir.

Amusez-vous bien.

Merci beaucoup.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Nous allons faire une courte pause pour établir la connexion avec nos prochains témoins comparaisant par vidéoconférence.

• (1055)

(Pause)

• (1100)

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Nous allons entamer la deuxième partie de notre audience.

Bienvenue à nos témoins de Londres. Nous vous voyons ici, à Ottawa.

Vous pouvez voir les membres de notre comité, mais nous aimerions que vous vous présentiez. J'aurais dû me présenter moi-même. Je suis Carolyn Bennett, députée de St. Paul.

Nous ne sommes pas très nombreux en raison de la tempête et je crois que notre président, Rob Merrifield, est toujours dans les airs.

M. Tom Sanders (Chef, Division de la recherche sur les sciences de la nutrition, King's College London): Bonjour. Je suis le professeur Tom Sanders du King's College, à Londres.

Mme Jane Holdsworth (consultante pour l'industrie alimentaire, UK Food and Drink Federation): Bonjour. Je suis Jane Holdsworth, consultante pour l'industrie alimentaire ici, au Royaume-Uni.

Mme Sandy Oliver (maître de conférences en politique publique, Service de recherches en sciences sociales, Institut en éducation, University of London): Je suis Sandy Oliver, de l'Institute of Education de l'Université de Londres.

M. Roger Mackett (professeur, Centre d'études sur les transports, University College London): Je suis le professeur Mackett, du Centre for Transport Studies du University College, ici à Londres.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Nous avons environ une heure et 15 minutes.

Vous disposez chacun d'environ dix minutes pour votre exposé, ce qui fera environ 40 minutes au total pour les présentations et nous utiliserons le restant du temps pour les questions.

Cela vous convient-il?

M. Roger Mackett: Très bien.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Parfait. Plus c'est court, mieux c'est. Les gens ici adorent les questions.

Monsieur Sanders.

M. Tom Sanders: Bonjour. Je suis professeur de nutrition et de diététique au King's College de Londres. J'ai 30 années d'expérience en science nutritionnelle.

Mon observation concernant l'obésité juvénile est que l'épidémie est apparue au Royaume-Uni et dans d'autres pays indépendamment de tout changement dans les proportions relatives de matières grasses ou de sucre dans les régimes alimentaires. Les données provenant d'enquêtes sur les rations alimentaires pesées indiquent que l'énergie alimentaire totale a baissé de 20 à 30 p. 100 au cours des 30 ou 40 dernières années, alors que la fréquence de l'obésité a augmenté.

L'une des questions fondamentales est de savoir si les proportions relatives de matières grasses et d'hydrates de carbone sont primordiales ou si c'est plutôt l'apport énergétique total. Je considère que le déterminant majeur est l'apport énergétique total, que cette énergie provienne principalement de matières grasses ou d'hydrates de carbone. À l'appui de cela je cite les résultats d'essais cliniques récents avec groupes témoins aléatoires. L'un des plus longs essais s'inscrivait dans une initiative de santé féminine qui a montré que si l'on conseille aux gens de réduire la proportion de leur énergie alimentaire dérivée du gras il n'en résulte pas de modification de poids à long terme.

Je fais valoir que l'accent en matière d'alimentation devrait être mis sur l'alignement de l'apport calorique sur la dépense énergétique. Il est clair que la dépense énergétique a chuté, mais que la baisse de l'apport calorique n'a pas été suffisante pour compenser.

L'un des problèmes qui se pose au Royaume-Uni est de savoir comment informer au mieux les consommateurs afin qu'ils changent

leurs habitudes alimentaires de manière à éviter l'obésité — en mettant particulièrement l'accent sur les enfants.

Deux aspects, à mon avis, méritent considération. Le premier est la façon dont l'information est transmise, à savoir si l'on opte pour une information numérique ou une information qualitative avec une cote haute, moyenne ou basse, ou un système de codage couleur tel que les feux de circulation avec rouge, jaune et vert.

Je ne veux pas réellement passer beaucoup de temps sur les méthodes d'étiquetage, dont je pense qu'elles vont varier selon les cultures, mais un peu plus de temps sur la façon de déterminer ce qui est haut, moyen ou faible, une méthode pouvant potentiellement être utilisée comme instrument réglementaire visant à restreindre la publicité ou conseiller les consommateurs.

La Food Standards Agency du Royaume-Uni s'est prononcée en faveur d'un étiquetage utilisant la méthode des feux de circulation, en fonction du nombre de grammes par 100 grammes d'aliments. Un code couleur est attribué sur les étiquettes à la matière grasse, au sucre, au sel et au gras saturé. Malheureusement, les calories ne sont pas chiffrées.

Le problème majeur de l'emploi de la composition nutritionnelle par 100 grammes est que cela ne vous apprend rien sur la quantité de nourriture consommée, et donc vous qualifiez un aliment comme élevé aussi bien pour une petite portion que pour une grosse portion. Or, la taille de la portion, je crois, est un facteur majeur d'obésité. Il est devenu assez clair que les portions consommées ont augmenté, particulièrement au cours des dix dernières années. Il suffit de voir la taille des gobelets de café ou de boissons gazeuses. Ils sont plus grands chaque année.

L'autre façon d'exprimer l'apport alimentaire est en fonction d'un repère et le plus largement utilisé est l'apport quotidien recommandé. Il s'agit là d'un repère arbitraire que l'on peut utiliser pour donner une idée de la quantité de calories dont une personne a besoin et de la proportion de l'apport total que représente l'aliment étiqueté.

Je pense que les apports quotidiens recommandés pour les groupes appropriés sont la meilleure information à inscrire sur les étiquettes d'aliments, plutôt que la quantité par 100 grammes. Parfois, les quantités par 100 grammes utilisées par la Food Standards Agency deviennent particulièrement sources de confusion. Par exemple, si vous prenez un produit comme la moutarde, celle-ci serait codée comme rouge, comme élevée, parce qu'elle a une haute teneur en gras, mais vous ne consommerez jamais 100 grammes de moutarde. De même, il faut savoir que certains aliments qu'il faut encourager les enfants à consommer modérément — par exemple le fromage — seraient présentés comme néfastes si on exprimait la teneur en montant par 100 grammes.

En conclusion, si vous réfléchissez à un format d'étiquetage alimentaire, je vous conseillerais fortement d'opter pour la quantité contenue dans une portion, et je mettrais l'accent sur une seule chose: les calories. Je ne crois pas que nous ayons d'indication scientifique disant que la proportion des calories provenant des matières grasses ou du sucre soit particulièrement utile. La donnée la plus utile c'est la prise calorique totale.

C'est tout ce que j'ai à dire.

• (1105)

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Madame Holdsworth, s'il vous plaît.

Mme Jane Holdsworth: Merci.

Je suis Jane Holdsworth. Je suis consultante et j'ai travaillé pour divers fabricants de produits alimentaires au cours de mes 20 années de carrière commerciale et technique au Royaume-Uni et à l'étranger. J'ai travaillé le plus récemment avec la U.K. Food and Drink Federation pour l'aider à façonner son approche de l'étiquetage frontal et créer et gérer une campagne pour encourager les consommateurs à utiliser ce système.

J'aimerais dire quelques mots pour situer la Food and Drink Federation et indiquer comment les membres en sont venus à adopter le système d'étiquetage fondé sur l'apport quotidien recommandé et expliquer pourquoi nous pensons qu'il permet de mieux informer les consommateurs sur les aliments qu'ils mangent et faire des choix alimentaires plus éclairés.

La FDF représente au Royaume-Uni les intérêts des plus gros fabricants, lesquels totalisent un chiffre d'affaires de 70 milliards de dollars. On compte au Royaume-Uni quelque 7 000 entreprises produisant des aliments et des boissons, dont la vaste majorité sont de taille petite ou moyenne. La Food and Drink Federation privilégie fortement les connaissances scientifiques dans toutes ses activités. Son manifeste comprend un engagement en sept points qui met l'accent sur un certain nombre d'aspects clés, dont l'étiquetage des aliments en est un.

Le Livre blanc du gouvernement britannique intitulé « Choosing Health », a été publié en novembre 2004 et spécifiait, entre autres, les priorités gouvernementales sur le plan de l'étiquetage alimentaire. Sur cette toile de fond, l'industrie alimentaire, par le biais de la Food and Drink Federation, a réfléchi à un mécanisme d'étiquetage alimentaire qui permettrait aux consommateurs d'opérer de meilleurs choix. Vers le milieu de 2005, Tesco, le plus gros détaillant de produits alimentaires du Royaume-Uni, qui détient environ 30 p. 100 du marché, a opté pour un système d'étiquetage frontal axé sur l'apport quotidien recommandé. La compagnie avait mis à l'essai précédemment un système de type feu de circulation mais a conclu que les consommateurs préfèrent la méthode AQR, principalement parce qu'elle leur apporte plus de renseignements et autorise un choix plus éclairé.

Les apports quotidiens recommandés sont largement utilisés et respectés au Royaume-Uni. Ils ont été élaborés par l'Institute of Grocery Distribution en partenariat avec les pouvoirs publics et sont fondés sur les recommandations de la COMA. Ces AQR sont indiqués au dos d'un large éventail de produits alimentaires et visent à fournir une information alimentaire en contexte. Ils sont aussi le fondement des limites du niveau supérieur de la méthode des feux de circulation de la FSA. Les AQR sont similaires aux valeurs quotidiennes en pourcentage qui sont largement utilisées au Canada.

Parallèlement à l'introduction de l'étiquetage frontal indiquant l'apport quotidien recommandé par Tesco en 2005, divers autres fabricants ont effectué leurs propres recherches sur les réactions à un système de type Tesco et constaté des réactions positives similaires de la part des consommateurs. Ils ont constaté également un désir des consommateurs de voir des indications plus claires sur tous les produits alimentaires et pas seulement sur les cinq catégories composites retenues pour l'étiquetage frontal par la Food Standards Agency.

À la fin de 2005, Tesco était en possession de données d'enquête montrant que le public réagissait bien au système, et le chiffre précoce montrant qu'il donnait lieu à des choix alimentaires plus sains dans la catégorie sandwich. Nous avons mis à l'épreuve le système auprès de 700 consommateurs et relevé que 87 p. 100

d'entre eux le jugeaient clair et simple. Ils aimaient la méthode, et l'avantage le plus couramment cité, choisi par 38 p. 100 d'entre eux, était qu'il les aidait à opérer des choix alimentaires plus sains.

Sur cette toile de fond d'un mécanisme à la fois utile et instructif pour les consommateurs et dont les premiers résultats indiquaient qu'il modifiait le comportement des consommateurs, un certain nombre de fabricants d'aliments et de boissons se sont engagés à adopter un système d'étiquetage axé sur l'AQR. Afin d'offrir aux consommateurs une présentation uniforme, un gabarit fondé sur le modèle Tesco a été mis au point. Le système a d'abord été introduit pour certains produits en milieu d'année 2006 et le rythme d'adoption s'est considérablement accéléré, à tel point qu'aujourd'hui quatre détaillants l'utilisent, qui représentent presque la moitié du secteur du détail britannique, ainsi que 24 fabricants. Plus de 10 000 produits portent déjà ces étiquettes, qui représentent environ 40 p. 100 des produits alimentaires conditionnés, et c'est le système le plus répandu sur le marché britannique.

Les consommateurs réagissent très positivement. Le système jouit d'un haut niveau de reconnaissance et d'utilisation dans toutes les couches sociales et, surtout, les données de Tesco montrent qu'il continue à produire des choix plus sains. Le système amène également les détaillants et fabricants à reformuler leurs produits de manière à en améliorer le profil nutritionnel. Certains détaillants fixent également des repères AQR pour la composition des produits nouveaux mis au point. Je crois savoir que Santé Canada a fait savoir à votre comité que le système d'étiquetage nutritionnel obligatoire du Canada entraîne un effet similaire sur le profil nutritionnel des produits vendus au Canada.

Nous avons appuyé l'introduction du système avec notre campagne publicitaire qui visait à sensibiliser le public à son existence et à mieux faire comprendre comment l'utiliser en vue d'un mode de vie plus sain.

● (1110)

Notre site Internet, à l'adresse www.whatsinsideguide.com, est un élément crucial de cette action.

Nous pensons que le mécanisme d'étiquetage est efficace et présente un large attrait pour le consommateur pour six raisons principales.

La première est qu'il donne aux consommateurs les faits, leur permettant d'opérer des choix éclairés. Notre recherche initiale avait montré que c'était là un ingrédient essentiel de tout système.

Deuxièmement, il aide les consommateurs à percevoir les aliments individuels dans le contexte de leur régime d'ensemble, leur donnant un meilleur aperçu de ce qu'ils mangent.

Troisièmement, il leur fournit l'information par portion, avec une indication claire sur l'emballage de ce que représente la portion.

Quatrièmement, le système n'est pas moralisateur, il se contente d'indiquer les faits. Encore une fois, notre recherche initiale montrait que c'est réellement important pour les consommateurs.

Cinquièmement, il est applicable uniformément à toutes les catégories d'aliments et il est largement disponible.

Le sixième attribut est qu'il établit directement le lien avec les renseignements plus détaillés au dos de l'emballage.

Autre élément important, le système montre également les calories, en sus des quatre ingrédients clés — sucre, matières grasses, graisses saturées et sel. Nous pensons que c'est là un élément indispensable à tout étiquetage frontal conçu pour combattre l'obésité.

Nous avons convenu de mener des recherches conjointes avec la Food Standards Agency du ministère de la Santé britannique et les détaillants afin de déterminer quels systèmes d'étiquetage frontal actuellement employés au Royaume-Uni sont efficaces. Nous ne doutons pas que cette recherche indépendante confirmera l'efficacité de la méthode d'étiquetage AQR.

Pour résumer, il existe au Royaume-Uni une méthode d'étiquetage frontal fondée sur des repères qui fournit des renseignements d'apports quotidiens recommandés par portion et en pourcentage. Il est largement employé par les fabricants et les détaillants britanniques. Les résultats initiaux de son introduction sont très prometteurs, montrant que les consommateurs y sont déjà sensibilisés et l'utilisent pour mieux s'informer sur les aliments qu'ils mangent. Les premières indications donnent également à penser qu'ils modifient les comportements d'achat.

L'industrie alimentaire travaille avec la FSA, le ministère de la Santé, les détaillants et d'autres pour évaluer l'efficacité du système AQR parallèlement au système de type feu de circulation. Les résultats de ce travail seront probablement disponibles dans 12 à 18 mois.

Merci.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Je pense que le comité aura beaucoup de questions. C'est excellent.

Professeur Mackett.

• (1115)

M. Roger Mackett: Bonjours, mesdames et messieurs.

Mon intérêt pour ce domaine a commencé avec un projet que nous avons réalisé pour le ministère des Transports britannique. Nous cherchions des façons de réduire le nombre de déplacements courts en voiture. L'un des constats effectués était qu'un très grand nombre des déplacements étaient faits pour les enfants, pour les emmener et les chercher à l'école et les transporter pour des activités multiples. Nous avons ensuite entrepris un projet pour rechercher des façons de réduire l'effet des déplacements en voiture sur la quantité d'activité physique des enfants, entre autres.

Pour cette étude, nous avons équipé 200 enfants âgés de 10 à 13 ans de moniteurs d'activité, des petits dispositifs de la taille de radio messageurs qu'ils portaient au poignet. Nous leur avons demandé également de tenir un journal de toutes leurs activités et déplacements sur une période de quatre jours. Cela nous a permis de tirer un certain nombre de conclusions. Par exemple, nous avons constaté que la marche et le jeu leur donnaient plus d'exercice que la plupart de leurs autres activités. Nous avons constaté que certains enfants dépensent davantage de calories pour les trajets à pied entre le domicile et l'école pendant une semaine qu'en deux heures d'éducation physique et de jeu. Cela a fait les grands titres de la presse nationale ici, au Royaume-Uni.

Le jeu libre tend à brûler davantage de calories que des activités équivalentes organisées. Par exemple, un enfant tapant dans un

ballon de football va consommer davantage de calories que s'il participait à une activité organisée normale pendant la même durée.

Les enfants tendent à marcher lorsqu'ils vont jouer, mais lorsqu'on les emmène à des activités organisées, c'est le plus souvent en voiture, et donc non seulement brûlent-ils plus de calories pendant leur jeu libre, ils en consomment aussi plus en chemin que lorsqu'ils s'adonnent à une activité organisée. Bien sûr, la tendance aujourd'hui est à ces activités organisées, plutôt que de laisser les enfants simplement jouer dehors.

Nous avons constaté également que les enfants qui marchent plus qu'ils ne se déplacent en voiture tendent à être plus actifs dans d'autres aspects de leur vie, alors que ceux qui se déplacent plus en voiture ont moins d'activités autres.

Nous avons constaté également que nombre des déplacements pour emmener les enfants à l'école s'inscrivaient dans un déplacement plus long du parent — souvent, mais pas toujours, de la mère — si bien que même si les enfants se rendaient à pied à l'école il n'y aurait pas une réduction équivalente du nombre de déplacements en voiture.

Dans le cadre de ce projet nous avons également étudié des interventions telles que les bus pédestres. Il s'agit là d'un groupe d'enfants qui sont escortés jusqu'à l'école. C'est aujourd'hui une pratique assez courante dans maints pays du monde. Nous avons constaté que cela encourage les enfants à marcher mais exige beaucoup d'efforts d'organisation, particulièrement pour en maintenir l'existence. Environ la moitié des déplacements effectués par les autobus pédestres dans le secteur étudié étaient auparavant effectués en voiture; il y avait un transfert assez important de la voiture vers la marche à pied, mais comme je l'ai indiqué, cela n'entraîne pas une réduction équivalente du nombre des voitures dans les rues.

Les enfants passant de la voiture à la marche ou au bus pédestre passaient environ 22 minutes par jour à marcher. Autrement dit, cela pourrait représenter 110 minutes d'activité physique supplémentaire par semaine. Les enfants tendent à abandonner le bus pédestre lorsqu'ils atteignent l'âge de huit ans, parce que tout le concept cesse de les intéresser; leurs mères, qui sont habituellement bénévoles, laissent tomber à peu près en même temps, ce qui explique ce problème de la continuité.

Plus récemment, nous avons entrepris un autre projet, que nous avons nommé CAPABLE: activités, perceptions et comportement juvénile dans l'environnement local. Nous avons équipé les enfants d'appareils GPS — système de positionnement global — qu'ils portent au poignet. Ces émetteurs communiquent avec les satellites GPS dans le ciel et nous pouvons ainsi savoir avec une précision raisonnable où se trouvent les enfants et comparer avec les journaux personnels qui nous indiquent ce que font les enfants. Le moniteur GPS nous dit où ils vont et le moniteur d'activité nous indique leur niveau d'activité, ce qui nous donne une grande foison de données sur un certain nombre d'enfants.

Nous avons également effectué des enquêtes par questionnaire auprès tant des enfants que des parents, en nous intéressant particulièrement à des aspects tels que les effets de l'autorisation donnée aux enfants de sortir sans un adulte.

•(1120)

Les facteurs suivants semblent avoir une corrélation avec l'autorisation de sortir seuls: vivre avec un seul parent; avoir un frère ou une soeur plus âgé, particulièrement dans le cas des filles; l'absence de voiture dans la famille; une maison avec jardin — ce que nous supposons être associé à une catégorie de quartier — et l'accès à un parc ou un terrain communal. Ce sont là les facteurs qui contribuent à l'autorisation donnée aux enfants de sortir seuls.

Nous avons constaté que les enfants autorisés à sortir seuls voient une plus grande diversité d'endroits, ont davantage l'occasion de faire de l'exercice et davantage l'occasion de retrouver des amis et d'avoir leur propre réseau social. Mais, bien entendu, il existe de nombreux facteurs de complexité, par exemple la nature du voisinage, les facteurs culturels, etc. Par exemple, nous avons suivi des enfants à Londres qui étaient autorisés à sortir, mais pas à un âge aussi précoce que ceux vivant en banlieue ou à la campagne.

Nous avons relevé également que les enfants tendent à marcher plus vigoureusement en compagnie d'adultes qu'autrement, ce qui reflète à notre sens la tendance des enfants à musarder lorsqu'ils sont seuls. Il leur arrive souvent de s'asseoir et de bavarder avec leurs amis en l'absence d'adultes alors que lorsque l'enfant marche avec un parent, il est forcé de marcher assez vite, ce qui à première vue semble être une assez bonne idée. Néanmoins, nous aimons voir les enfants dehors à jouer, apprendre, explorer et utiliser l'environnement.

Les apparents GPS nous ont permis d'améliorer la qualité des résultats tirés des journaux. Nous analysons actuellement les conclusions qui s'en dégagent du point de vue du niveau d'activité et des lieux où ils se rendent. C'est une recherche qui est encore en cours et nous en sommes encore à analyser ces résultats, et je pourrais vous les communiquer plus tard, si vous le souhaitez.

Le troisième point sur lequel j'aimerais revenir brièvement est la dépendance automobile des enfants car c'est un point qui nous intéresse beaucoup. Notre conclusion est que pour réduire la dépendance automobile des enfants il faut réduire celle des parents, car l'emploi de la voiture par les enfants tend à refléter celui des parents.

Un grand nombre de parents dans ce pays hésitent à laisser les enfants sortir sans un adulte. Il y a là une crainte très vive, souvent irrationnelle, qu'il faut surmonter, à l'idée de laisser les enfants sortir seuls ou avec juste des amis. Il faut trouver des moyens de rendre l'environnement local plus plaisant pour les enfants, et par extension pour tout le monde. Il faut faire comprendre aux parents le risque que le manque d'exercice pose pour la santé de leurs enfants à long, moyen et même court terme. Et enfin, nous devons insister sur l'avantage qu'il y a à utiliser les activités quotidiennes pour faire davantage d'exercice.

C'est tout ce que je souhaitais dire pour le moment, et je me ferai un plaisir de répondre à vos questions et de vous apporter des compléments d'information le cas échéant.

Merci.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Nous allons passer à Mme Oliver, s'il vous plaît.

Mme Sandy Oliver: Merci de m'avoir invitée à prendre la parole aujourd'hui.

Je vais vous faire part des résultats d'une analyse systématique de la documentation internationale sur les effets des interventions visant à promouvoir l'activité physique et l'alimentation saine chez les

enfants et adolescents et d'une analyse systématique complémentaire des opinions des enfants et adolescents à cet égard.

Les fourchettes d'âge étaient de quatre à dix ans pour les enfants et de 11 à 16 ans pour les adolescents. Toutes ces études portaient sur la population générale d'enfants et adolescents plutôt que des enfants et adolescents obèses.

Les sondages sur les opinions des enfants et adolescents ont tous été réalisés au Royaume-Uni et je peux donc pas vous dire dans quelle mesure ils reflètent les points de vue de leurs homologues canadiens. Cependant, lorsque je décrirai les résultats, vous pourrez déterminer par vous-mêmes s'ils sonnent vrai à la lumière de ce que vous savez des enfants et adolescents de votre pays.

Je vais décrire à tour de rôle chacune des analyses, en commençant avec l'activité. Cette étude documentaire a été publiée en 2001, l'étude la plus récente couverte ayant été faite en 2000. Les résultats sont fondés sur 12 évaluations des effets des interventions et sur 16 enquêtes d'opinions auprès des jeunes portant sur les aspects de la collectivité ou société d'ensemble qui promeuvent ou entravent l'activité physique.

Nous avons relevé que les interventions scolaires à composantes multiples ont connu quelque succès dans certaines circonstances. Il y avait une légère amélioration des connaissances et les jeunes filles britanniques disaient que les interventions influençaient leur comportement.

La plupart des jeunes gens considéraient l'activité physique comme bénéfique pour des raisons tant sanitaires que sociales. Les jeunes filles en particulier appréciaient la contribution de l'activité physique au maintien de leur poids et de leur silhouette, mais contrairement aux garçons, elles trouvaient que l'activité physique s'insérait difficilement dans leurs loisirs.

Les idées avancées pour promouvoir l'activité physique consistaient à améliorer ou aménager les ressources pratiques ou matérielles, tel qu'un plus grand nombre de pistes cyclables; rendre les activités moins onéreuses; accroître l'accès à des clubs de danse et combiner le sport avec les installations de loisirs; offrir des options plus novatrices d'éducation physique à l'école, telles que danse, bicyclette et gymnastique aérobique. Cela signifie que des interventions sont nécessaires pour accroître l'éventail des activités gratuites, améliorer les installations scolaires, offrir un plus grand choix d'activités dans les écoles et privilégier les aspects distrayants et sociaux du sport.

Il existe d'importantes lacunes dans la recherche-développement, particulièrement dans le domaine des contraintes parentales et de l'interaction avec la santé mentale.

Parallèlement à ces études, nous en avons cherché sur l'alimentation des jeunes gens. Nos résultats sont tirés de sept études faites dans divers pays sur les aspects de la collectivité ou de la société d'ensemble qui promeuvent ou entravent une alimentation saine et huit enquêtes d'opinions auprès des jeunes du Royaume-Uni. Nous avons trouvé un petit nombre d'évaluations bien conçues faisant apparaître des effets mitigés sur le plan de l'efficacité des interventions. Toutes les études ont décelé au moins quelques effets positifs sur l'alimentation. Les interventions étaient à volets multiples, soit des activités pédagogiques complétées par des initiatives au niveau de l'école et la modification de l'environnement des jeunes, notamment au niveau des installations d'activité physique. Les interventions mettaient également en jeu les parents. L'efficacité semblait plus grande chez les filles que les garçons.

Les jeunes gens avaient des opinions très marquées sur l'alimentation. Les entraves à une alimentation saine étaient le coût et la faible disponibilité d'aliments sains et le fait que ces aliments étaient associés aux adultes et parents. Par contraste, les repas-minute étaient largement disponibles, plus savoureux et associés aux plaisirs, à l'amitié et à la liberté de choix. Les idées pour promouvoir la nutrition étaient une meilleure information sur le contenu nutritionnel des repas scolaires — préconisée particulièrement par les filles — et un meilleur étiquetage.

Les interventions évaluées négligeaient souvent les opinions des jeunes, particulièrement pour ce qui est du goût, du coût et de la disponibilité d'aliments sains. Cela signifie que les interventions prometteuses sont celles qui répondent à des préoccupations telles que le coût élevé des aliments sains, la préférence pour le goût des plats minute ou le manque de volonté d'éviter les plats minute, ainsi que l'étiquetage des aliments.

Les interventions, et leurs évaluations, doivent également tenir compte des différences entre les sexes, des inégalités sur le plan de la santé et des interrelations entre l'alimentation, l'activité physique et la santé mentale.

• (1125)

Nous avons entrepris ensuite une analyse d'une revue documentaire sur les enfants et l'activité physique en dehors de l'école réalisée en 2003, l'étude la plus récente couverte ayant été publiée en 2002. Cette revue est fondée sur cinq évaluations des effets d'interventions, toutes aux États-Unis, et cinq enquêtes sur les opinions des enfants et parents. Nous avons relevé qu'il existe peu d'évaluations de programmes de promotion de la santé portant sur l'activité physique en dehors du milieu scolaire, et encore moins qui aient été rigoureusement évalués.

Les interventions jugées efficaces comprennent l'éducation et la fourniture de matériel pour mesurer l'utilisation de la télévision ou des jeux vidéo, amener les parents à favoriser et encourager l'activité physique de leurs enfants, ainsi que des interventions à composantes et sites multiples utilisant une combinaison d'éducation physique en milieu scolaire et d'activités à domicile.

Les approches britanniques qui semblent prendre en compte les opinions des enfants mais qui exigent davantage d'évaluations et de développement comprennent celles qui offrent aux enfants un choix ouvert d'activités physiques, privilégient les aspects de l'activité physique que les enfants apprécient, tel qu'être avec leurs amis, offrent le transport gratuit ou à faible coût et réduisent les frais, et celles qui visent à établir un environnement local sûr dans lesquels les enfants puissent se déplacer et jouer activement.

Les résultats signifient qu'il n'est pas encore clairement établi quels types d'interventions vont toujours produire des changements

de comportement positifs, quels éléments sont indispensables au succès ou dans quelle mesure elles sont adaptées aux enfants dans un contexte particulier.

En même temps que nous recherchons des études sur les enfants et l'activité physique, nous en avons cherché sur les enfants et l'alimentation saine, en particulier la consommation de fruits et légumes. Nos conclusions sont fondées sur 19 évaluations des effets d'interventions de promotion de la santé et huit enquêtes sur les opinions des enfants et parents. Nous avons relevé que les interventions étaient principalement basées à l'école et combinaient souvent des leçons sur les bienfaits des fruits et légumes avec des travaux pratiques consistant à préparer et goûter des aliments. La majorité enrôlaient également les parents à côté des enseignants et spécialistes de la santé. Certaines comprenaient la modification des plats proposés à l'école et certaines ciblaient davantage d'activité physique en sus d'une alimentation saine.

Les résultats de notre analyse montrent que ce type d'interventions a un effet positif réduit mais statistiquement significatif. Les effets les plus importants sont associés à des interventions ciblant les parents présentant des facteurs de risque de maladie cardiovasculaire. Rien ne prouvait l'efficacité d'interventions à composante unique telles que des leçons pédagogiques seules ou la distribution de fruits.

Six grands enjeux émergent des enquêtes d'opinions auprès des enfants: premièrement, les enfants ne considèrent pas qu'il est de leur rôle de s'intéresser à la santé; deuxièmement, les enfants ne considèrent pas que les messages sur leur santé future les concernent ou sont crédibles; troisièmement, les fruits, les légumes et les confiseries revêtent des significations très différentes pour les enfants; quatrièmement, les enfants cherchent activement des façons d'exercer leur libre choix en matière d'alimentation; cinquièmement, les enfants considèrent manger comme une activité sociale; sixièmement, les enfants perçoivent la contradiction entre ce que l'on promeut en théorie et ce que les adultes font dans la pratique.

Les enquêtes d'opinions auprès des enfants donnent à penser que les interventions devraient traiter de manière différente les fruits et les légumes et ne devraient pas mettre l'accent sur les risques sanitaires. Les interventions respectant ces conditions tendent à être plus efficaces que les autres. Cela signifie que la promotion d'une alimentation saine peut être une partie intégrante et acceptable du programme scolaire; que l'intervention dans les écoles, pour être efficace, exige un savoir-faire, du temps et le soutien d'une grande diversité de personnes; il est plus facile d'amener les enfants à manger plus de fruits qu'à manger plus de légumes; des stratégies simples peuvent consister à présenter les fruits et légumes comme savoureux plutôt que sains, ou bien à promouvoir les fruits et légumes de manière différente; des stratégies plus difficiles peuvent consister à rendre les messages sanitaires pertinents et crédibles aux yeux des enfants et à créer des situations où les enfants maîtrisent leurs choix alimentaires.

Les conclusions relatives à l'efficacité tirées de ces quatre analyses documentaires restent incertaines en raison du petit nombre d'évaluations rigoureuses que nous avons trouvées. La plus grande partie des études ignoraient les jeunes socialement exclus ou ceux qui fréquentent peu l'école.

•(1130)

Les quatre analyses documentaires ont fait apparaître que si les enfants et adolescents ont souvent des opinions claires sur ce qui favorise ou freine leur comportement sain, leurs opinions sont rarement prises en compte pour la mise au point des interventions. Nous recommandons d'élaborer et d'évaluer rigoureusement des interventions ayant comme point de départ les points de vue des enfants ou adolescents.

Merci.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Nous regrettons un peu, à ce comité, de ne pas avoir encore écouté les enfants. Peut-être plus tard, au cours de la période des questions, voudrez-vous nous parler un peu de la façon dont vous écoutez les enfants à ce sujet, ou bien si l'écoute des enfants signifie simplement entreprendre des études académiques ou si les décideurs devraient interagir avec les enfants, du point de vue de ce qui détermine leurs choix.

Aimeriez-vous essayer de répondre à cela? Devrions-nous rencontrer des enfants?

M. Roger Mackett: Je pense certainement que vous devriez. Nos contacts avec les enfants montrent qu'ils ont des opinions relativement arrêtées et sont en mesure de vous donner des réponses assez claires à des questions claires. Je pense qu'il serait très raisonnable de dialoguer avec eux.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Lorsque nous avons débattu de la Loi sur le divorce, nous avons constaté que les jeunes avaient des opinions très marquées qui ont considérablement influencé le rapport. Merci de cette réponse.

Nous disposons de 40 minutes et j'aimerais savoir comment vous souhaitez procéder? Souhaitez-vous que nous donnions la parole à tour de rôle à ceux qui n'ont pas encore posé de questions et tourner de cette façon? Peut-être pourrions-nous limiter les tours à quatre minutes, afin que nous puissions faire plusieurs tours. Nous récompenserons ainsi ceux qui sont venus à la réunion ce matin, au lieu d'alterner selon le mode habituel.

Commençons avec Luc.

[Français]

M. Luc Malo: Merci, madame la présidente.

Mesdames, messieurs, merci d'être parmi nous aujourd'hui.

La semaine dernière, nous avons reçu à ce comité le ministre d'État britannique aux Sports, M. Caborn. Il nous a dit qu'on assistait en ce moment à un changement culturel au Royaume-Uni où, lentement mais sûrement, on se dirigeait vers une société moins sédentaire, plus active et aussi plus inclusive.

Professeur Mackett et madame Oliver, sentez-vous qu'on assiste en ce moment à ce changement culturel important en Grande-Bretagne?

•(1135)

[Traduction]

M. Roger Mackett: J'aimerais croire que oui, mais je ne vois rien de tel. Je serais très intéressé à voir sur quoi M. Caborn s'appuie pour dire cela. Je crains d'avoir un point de vue cynique sur cette sorte de chose.

Mme Sandy Oliver: Je suis d'accord. La question suscite beaucoup d'intérêt. On fait un grand battage autour de quelques

petits projets mais je ne connais pas de chiffres qui montreraient que, collectivement, la société devient plus active ou plus inclusive.

[Français]

M. Luc Malo: On sait qu'un des facteurs de sédentarisation est le revenu. De quelle façon peut-on agir directement sur les populations à plus faible revenu pour augmenter leur capacité à être actives et à bien se nourrir?

[Traduction]

M. Roger Mackett: J'aimerais bien connaître la réponse à cette question. Je pense que c'est très important. Il est beaucoup plus facile de faire passer les messages aux catégories nanties. C'est avec ces dernières que nous avons le plus d'expérience. Ces parents comprennent les enjeux, alors que nous ne parvenons pas à faire comprendre le message aux plus pauvres. J'aimerais bien savoir comment s'y prendre. Peut-être mes collègues le savent-ils mieux que moi.

Mme Sandy Oliver: Dans nos analyses systématiques nous avons examinés principalement les obstacles sociaux et communautaires au changement de comportement, plutôt que les barrières individuelles, et ce sont précisément souvent les catégories de population à faible revenu qui connaissent les plus gros obstacles. Par exemple, on refuse souvent aux jeunes de sortir le soir à cause de facteurs élémentaires du milieu tels que le mauvais éclairage des rues. Les parents sont très inquiets pour la sécurité des jeunes le soir et refusent souvent à leurs enfants de sortir. S'ils ne sont pas en mesure de les conduire en voiture, ils préfèrent garder les enfants à la maison.

[Français]

M. Luc Malo: Merci.

D'un point de vue extérieur, on peut voir une certaine contradiction entre le modèle proposé par Tesco, d'une part, et celui du gouvernement sur les feux de circulation, d'autre part, relativement aux conclusions des différentes études menées pour la mise en place de ces deux modèles.

Pourriez-vous expliquer aux membres du comité en quoi ces deux façons de procéder ne sont pas contradictoires mais complémentaires? Si elles le sont, bien entendu.

[Traduction]

Mme Jane Holdsworth: Les deux modèles ont beaucoup d'éléments complémentaires. Les deux inscriptions sont sur le devant de l'emballage, alors qu'au Royaume-Uni c'est traditionnellement l'emplacement pour afficher la marque. Le consommateur ne trouvait pas là normalement de renseignements nutritionnels.

Donc, premièrement, je dirais que les deux systèmes emploient le devant de l'emballage, et le fait d'emprunter la place de la marque pour communiquer de manière simple aux consommateurs les ingrédients du projet représente un grand pas en avant pour les fabricants. Les deux mettent l'accent sur quatre ingrédients clés: les matières grasses, le sel, le sucre et le gras saturé. Mais le modèle AQR indique également les calories, ce qui, comme je l'ai indiqué et comme le professeur Sanders l'a aussi mentionné, est un renseignement essentiel vu l'importance de la teneur calorique sur le plan de l'obésité.

Les deux modèles visent à donner aux consommateurs une meilleure connaissance de ce qu'ils mangent. Le modèle AQR le fait en montrant aux consommateurs comment les nutriments individuels ou les calories s'insèrent dans le régime alimentaire d'ensemble. Le modèle du feu de circulation le fait en indiquant aux consommateurs si la teneur d'un nutriment donné est forte, moyenne ou faible, par portion de 100 grammes. Je pense que les différences tournent autour du fait que la méthode AQR est fondée sur la ration et le feu de circulation est fondé sur des portions de 100 grammes, mais il y a beaucoup de similitude entre les deux.

• (1140)

[Français]

M. Luc Malo: Professeur Sanders, voulez-vous faire un commentaire?

[Traduction]

M. Tom Sanders: Je pense que l'un des problèmes avec le modèle AQR sur le devant de l'emballage est que les indications sont numériques. Nous avons proposé à un moment donné à la Food Standards Agency d'utiliser certaines fourchettes avec l'AQR, c'est-à-dire d'avoir un codage couleur plutôt que les quantités par 100 grammes. Cela aurait été en quelque sorte une méthode hybride.

L'autre grand problème que je vois dans le système du feu de circulation est qu'il ne fait pas de distinction entre de grosses et petites portions de l'aliment. Par exemple, les enfants adorent les croustilles et je me souviens de mon dernier voyage au Canada que les paquets y sont beaucoup plus gros — environ 60 grammes — qu'au Royaume-Uni où ils font environ 30 grammes. Avec le système du feu de circulation, les deux auront une étiquette identique, alors qu'ils seraient étiquetés différemment sur la base de l'AQR.

J'ai souligné dans mon exposé qu'il faut séparer le mode d'affichage — numérique ou codage couleur — de la méthode de calcul. La valeur nutritive du produit est sa composition nutritionnelle multipliée par la quantité consommée. C'est là le fondement même de la diététique: considérer la contribution au régime alimentaire total plutôt que les quantités par 100 grammes.

[Français]

M. Luc Malo: Merci beaucoup.

[Traduction]

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Monsieur Dykstra.

M. Rick Dykstra (St. Catharines, PCC): Merci, madame la présidente.

Je reviens, Tom, à vos arguments. Vous avez commencé par rappeler qu'un aliment peut ostensiblement être bon pour vous, mais pas nécessairement en trop grande quantité. C'est là votre argument.

Pourriez-vous nous parler brièvement de la manière de traiter de ce problème avec l'industrie alimentaire, du point de vue du gouvernement, sur la nécessité de quantifier combien une personne devrait ou ne devrait pas manger et s'entendre ensuite avec l'industrie alimentaire pour parvenir à une conclusion qui convienne aux deux parties.

M. Tom Sanders: C'est effectivement épineux. Lorsqu'il s'agit des conseils alimentaires pour les enfants, la première préoccupation doit être d'assurer un régime adéquat. Aussi, l'étiquetage, s'il diabolise certains aliments... Ce qui nous préoccupe particulièrement, ce sont les produits laitiers. Au Royaume-Uni, où 60 p. 100 des filles n'ont

pas un apport suffisant de calcium, il faut prendre garde de ne pas dissuader les filles de consommer des produits laitiers par un étiquetage inapproprié.

Il y a aussi certains produits de transformation qui sont présentés sous un très mauvais jour par la méthode du feu de circulation. Des produits comme les céréales de petit-déjeuner sont présentés comme ayant une forte teneur en sucre ou en sel. Mais les quantités consommées sont relativement faibles, environ 30 grammes, et le facteur important est qu'elles sont consommées avec du lait. Il faut donc les considérer dans le contexte du mode de consommation. Il faut calculer quelle est la contribution du produit à l'apport nutritionnel dans le régime alimentaire par opposition aux effets négatifs qu'il peut avoir.

Dans le cas d'un aliment comme le fromage, c'est très clair. Une fois que vous dépassez une once — 30 grammes — par jour, vous passez dans une plage où vous consommez probablement trop. C'est donc une affaire de proportion.

M. Rick Dykstra: Merci. J'apprécie le survol.

J'aimerais quand même creuser un peu plus profond pour comprendre comment, dans une relation gouvernement-entreprise, vous avez pu travailler avec l'industrie alimentaire du point de vue de sa conception du problème, sur le plan des proportions que mangent les enfants.

M. Tom Sanders: Vis-à-vis de l'industrie alimentaire, l'un de mes rôles était celui de conseiller d'une organisation caritative du nom de Heart UK, qui se préoccupe principalement des troubles cardiaques héréditaires. Elle a persuadé l'industrie alimentaire de réduire la quantité de sel dans les produits et plus particulièrement aussi la teneur en graisse saturée. Certaines entreprises alimentaires se sont montrées très réceptives à ces changements.

L'un des problèmes c'est que lorsque vous changez la composition d'un produit pour en réduire la teneur en gras, cela ne signifie pas nécessairement que le consommateur va manger moins de gras. Souvent, cette faible teneur est interprétée comme une permission d'en manger plus. Je pense que nous avons quelques problèmes avec la façon dont les produits sont parfois commercialisés, car ce qui est perçu à première vue comme un changement positif, une faible teneur en matières grasses, fait que les gens pensent qu'ils peuvent en manger deux fois plus.

• (1145)

M. Rick Dykstra: Merci.

Sandy, vous avez mentionné les interventions. J'aimerais quelques explications. J'ai noté un point d'interrogation lorsque vous avez employé le terme et j'aimerais savoir ce que vous entendez par-là.

Mme Sandy Oliver: L'intervention est le terme que nous utilisons pour décrire tout effort visant à amener un changement dans la vie des gens. Ce peut être quelque chose d'aussi simple que distribuer une brochure ou donner une leçon en salle de classe, ou bien ce pourrait être quelque chose de beaucoup plus complexe, comme la formation du personnel de cuisine dans une école accompagnée de modifications de l'étiquetage à la cafétéria à l'intention des enfants.

Vous pouvez donc avoir des interventions très simples ou des interventions très complexes. Mais il s'agit toujours de délimiter un programme ou une initiative que l'on évalue.

M. Rick Dykstra: Vous avez mentionné cela très rapidement et j'ai pris des notes aussi vite que j'ai pu, la liste des six principaux facteurs influant sur les réactions des enfants ou votre interprétation de ces réactions. De manière générale, comment êtes-vous arrivé à un point où vous avez pu déceler qu'il existe six facteurs et comment avez-vous pu les cerner?

Mme Sandy Oliver: Je crois que vous parlez des principaux enjeux que j'ai mentionnés vers la fin, soit les attitudes des enfants vis-à-vis d'une alimentation saine.

M. Rick Dykstra: Oui, j'ai noté: enfants pas intéressés, santé future, bonne alimentation, exercice physique des enfants, valeur sociale repas, et ce qui est bon en théorie.

Mme Sandy Oliver: Cela provient de huit enquêtes d'opinions auprès des enfants. Pour les analyser, nous avons d'abord évalué la qualité des méthodes de recherche employées, et nous avons toujours deux analystes travaillant indépendamment l'un de l'autre qui prenaient connaissance des résultats de ces études — ils les lisaient, les relisaient, codaient les différents concepts et cherchaient à déterminer comment ces concepts étaient reliés entre eux à l'intérieur des études et d'une étude à l'autre, pour ensuite brosser un tableau général se dégageant de toutes les études. Une fois que les chercheurs avaient terminé leur travail indépendant, ils se réunissaient pour comparer leurs résultats et tiraient des conclusions communes.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Nous pourrions peut-être passer à M. Wallace, puis à M. Scott, puis à Pat.

M. Mike Wallace (Burlington, PCC): Merci, madame la présidente.

J'apprécie d'être ici. Je suis Mike Wallace. Je ne suis pas membre régulier de ce comité, mais il est agréable de vous voir et j'apprécie les contributions que j'ai pu entendre ce matin.

Il se trouve que j'ai deux filles adolescentes qui font de la compétition de volley-ball de haut niveau, qui s'entraînent virtuellement chaque jour de la semaine si bien que l'obésité n'est pas vraiment un problème dans la famille. Mais j'ai une connaissance, qui est une électrice et une amie, qui fait des recherches de troisième cycle sur l'obésité juvénile. Nous avons parfois une discussion et je me demande si vous pourriez me donner une réponse.

Mes deux enfants ont toujours été sélectionnées dans l'équipe scolaire quel que soit le sport concerné. Mon amis est d'avis que si un enfant se présente volontairement pour participer à une activité scolaire, que ce soit une équipe scolaire ou autre chose, tout le monde devrait être retenu dans l'équipe, que l'aptitude n'est pas nécessairement un critère et que c'est la volonté de participer qui compte.

Savez-vous ce qui se passe dans votre pays sur le plan des équipes scolaires et de la participation des enfants aux sports et à d'autres activités dans les écoles? J'apprécierais si l'un ou l'autre d'entre vous pouviez me faire un survol de ce qui se fait chez vous.

• (1150)

M. Roger Mackett: Ce n'est pas ma spécialité, mais je crois savoir qu'il y a quelques années il y avait une tendance aux sports non compétitifs. Je pense que nous sommes revenus de cette notion pour épouser de nouveau l'idée de laisser les enfants rivaliser, que c'est une bonne idée de leur donner une incitation à rivaliser les uns contre les autres. Mais nous avons eu une phase où nous minimisions

la notion de compétition, pensant que cela pourrait leur faire tort d'une certaine façon.

M. Mike Wallace: Quelqu'un d'autre souhaite-t-il intervenir?

M. Tom Sanders: Je crois que, malheureusement, au Royaume-Uni, le sport est devenu un spectacle pour des sportifs en chambre qui achètent des vêtements coûteux pour s'asseoir sur un sofa et regarder les sports à la télévision au lieu d'y participer.

Mme Jane Holdsworth: Ma seule contribution est mon expérience de parent. J'ai deux enfants âgés de 13 et 11 ans et dans les écoles qu'ils fréquentent on les encourage certainement à faire partie d'équipes sportives et ils y consacrent beaucoup de leur temps. Mais je ne sais pas dans quelle mesure cela est représentatif du pays.

M. Mike Wallace: D'accord.

J'ai une question sur le transport que j'ai déjà évoquée. J'ai eu cette discussion avec mon conseil scolaire local, qui construit de nouvelles écoles. Lorsqu'ils construisent une nouvelle école, ils prévoient souvent un ramassage scolaire pour les enfants qui habitent à grande distance. Mais ils construisent aussi des aires de débarquement pour éviter les conflits entre les voitures qui déposent les enfants, les bus et les piétons. Pouvez-vous me dire si, dans l'optique du transport, vous encouragez les écoles à ne pas se doter d'aires de débarquement pour qu'il soit moins facile qu'ici de déposer les enfants en voiture?

M. Roger Mackett: La nombre de voitures qui déposent les enfants à l'école est certes un gros souci. Il y a des conflits, car beaucoup de parents veulent emmener leurs enfants en voiture et beaucoup d'écoles prennent des mesures pour les décourager de les déposer près de l'école. C'est un sujet très difficile, car manifestement ils les déposent habituellement dans la rue, qui est un lieu public, et on ne peut généralement pas les en empêcher. À l'école que fréquentent mes jeunes enfants, les voitures n'ont pas le droit de stationner près de l'école. On a tracé des doubles lignes jaunes qui interdisent de s'arrêter à proximité. Il y a donc toutes sortes de possibilités, tels que des programmes d'accompagnement pédestre, toutes sortes d'idées pour pousser les parents à encourager leurs enfants à aller à l'école à pied, mais c'est une question très difficile.

Mme Sandy Oliver: Nous avons depuis peu un arrangement à notre école, qu'ils ont baptisé « à petits et grands pas ». Les parents qui emmènent leurs enfants en voiture peuvent se garer au parc de stationnement du quartier gratuitement pendant une demi-heure le temps d'emmener les enfants à l'école à l'autre coin de rue, ce qui les décourage de s'arrêter dans la petite rue et leur permet de garer la voiture en toute sécurité dans un parc de stationnement.

M. Mike Wallace: D'accord.

Une dernière question, madame la présidente. On dit que les enfants qui jouent en plein air brûlent plus de calories, simplement parce qu'ils sont dehors.

Pouvez-vous m'indiquer, dans votre pays, si les enfants vont jouer dans des parcs ou bien ce qu'ils font? Quelles installations faut-il créer pour encourager cette activité?

M. Roger Mackett: La question n'est pas de créer des installations, c'est d'encourager les parents à les laisser sortir. Le plus gros problème dans ce pays est la peur des parents de laisser les enfants sortir jouer. Je crois que c'est le plus gros obstacle, plutôt que le manque d'installations. Les gens craignent beaucoup les enlèvements d'enfants par des pervers, ce qui est évidemment très rare, mais est l'objet d'une véritable hantise.

M. Mike Wallace: Merci beaucoup.

Merci, madame la présidente.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Monsieur Simms.

M. Scott Simms: Merci, madame la présidente.

Permettez-moi de commencer par vous, monsieur Sanders. Vous venez d'évoquer le sujet que je veux aborder, soit l'inquiétude parentale. J'ai un problème avec l'étiquetage alimentaire. J'y viendrai dans un moment, mais vous d'abord, lorsqu'il s'agit de promouvoir une alimentation saine dans les écoles, on a plus souvent, comme on dit, davantage manié le bâton que la carotte, autrement dit on interdit certains types d'aliments dans les écoles pour des raisons évidentes: ils sont tout simplement mauvais pour la santé. Donc, on promeut une vie saine et en même temps on donne aux écoles les moyens de bannir les aliments les plus pernicieux.

Et pourtant, cette règle ne s'applique plus dès lors qu'ils sont de retour à la maison. Aussi, lorsqu'il s'agit d'étiquetage, je ne pense pas que le secteur privé — en tout cas pas en Amérique du Nord — soit totalement franc pour ce qui est du produit qu'il vend et de la manière dont il le présente. Par exemple, un produit à faible teneur de matière grasse n'est pas nécessairement bon pour vous, vous l'admettez. Un grand nombre des enfants appartenant — disons — aux couches socio-économiques inférieures montrent les signes de l'obésité et seront atteints plus tard de diabète. C'est un énorme problème, certainement pour le gouvernement et pour le système de santé et la prestation des soins de santé universels.

Cela étant, j'aimerais que vous parliez de la situation au domicile. Nous savons ce que nous entreprenons dans les écoles et nous aimerions faire beaucoup plus. Mais où en sont les choses sur le front domestique, lorsque les enfants sont de retour à la maison et que leurs deux parents, mettons, travaillent? Il est beaucoup plus difficile pour eux de faire des choix sains.

• (1155)

M. Tom Sanders: C'est effectivement un point important. Au Royaume-Uni, la plus grande partie de la nourriture est consommée à la maison plutôt qu'à l'école. Les enfants sont maintenant en mesure de se préparer eux-même très vite des aliments très savoureux en quantités relativement importantes. Ils peuvent sortir une pizza du réfrigérateur, la passer au micro-ondes et la manger très vite.

Je pense que l'une des difficultés réelles est la perte des connaissances alimentaires chez les enfants, le fait qu'ils ne savent plus comment cuisiner et préparer la nourriture. Cela les rend très dépendants des aliments prêts à manger, qui souvent tendent à être vendus en plus grosses portions et sont de préparation facile. Les personnes à faible revenu, plus particulièrement, peuvent être démunies non seulement de l'appétit mais aussi du matériel voulu pour cuisiner des aliments frais.

L'autre facteur très important est l'absence de repas familial. Le fait de prendre le temps de manger ensemble s'accompagne de certaines restrictions alimentaires dans les familles. Un dicton veut que les familles qui mangent ensemble restent ensemble. C'est un facteur réel et important. Si les deux parents sont ailleurs aux heures des repas et que l'enfant, celui que l'on appelle un enfant porte-clés, rentre à la maison et a faim, il ou elle mangera ce qu'il a sous la main. Les parents à faible revenu vont acheter ce qu'il y a de moins cher, et s'il y a une promotion « deux au prix d'un », il y a des chances que ce soit un produit à haute teneur calorique. Cela est potentiellement problématique.

Comment s'attaquer à ce problème dans les familles à faible revenu... Elles font le meilleur usage possible de leur argent, lorsque le revenu est insuffisant, mais il s'agit de voir ce que cela leur coûte sur le plan de leur mode de vie.

Je dirais qu'il est important d'apprendre aux jeunes à calculer les justes portions et à s'alimenter — en fait à préparer les aliments et à apprécier la cuisine.

M. Scott Simms: Que pensez-vous du volet étiquetage dont j'ai fait état? Je pose la question à tout le monde. À mon avis, nous avons progressé quelque peu au cours des cinq à dix dernières années, mais néanmoins je ne pense pas que l'étiquetage ait atteint une franchise totale. Nous avons fait beaucoup de chemin sur le plan des gras trans, mais pour reprendre l'exemple que j'ai donné tout à l'heure, un produit peut être faible en matières grasses tout en contenant de mauvaises graisses.

M. Tom Sanders: Je suis d'accord avec vous. Mais la nature des matières grasses dans le régime alimentaire concerne davantage le risque cardiovasculaire que l'apport calorique total. Les aliments à haute teneur en matières grasses sont également fortement caloriques. Tout dépend de la quantité consommée. Je pense qu'il y a réellement un problème avec la taille des portions. S'il est un message que j'aimerais transmettre, c'est qu'il faut indiquer plus clairement sur les produits prêts à manger le nombre de calories contenues dans une portion par rapport à vos besoins quotidiens. S'il y a une donnée à transmettre clairement, c'est bien celle-ci. Or, la présentation numérique n'est pas nécessairement la meilleure façon de communiquer cette donnée.

M. Scott Simms: Pour en revenir à votre exemple, celui du sac de croustilles — l'indication calorique devrait être en rapport avec la taille du sac plutôt que d'une portion particulière de croustilles. Ai-je bien compris?

• (1200)

M. Tom Sanders: C'est exactement la même chose qu'avec l'indication du degré d'alcool ou d'unités d'alcool. Si vous faites la comparaison avec l'alcool, vous pouvez avoir une eau-de-vie à haut degré d'alcool ou de la bière, mais c'est le nombre d'unités d'alcool absorbées qui compte.

Mme Jane Holdsworth: Si je puis ajouter un mot à cela, au cours des 50 dernières années environ, nous avons vécu une véritable révolution alimentaire. Il y a une cinquantaine d'années, les quantités de nourriture absorbées étaient limitées par le pouvoir d'achat des consommateurs. Aujourd'hui, au Royaume-Uni, très peu de gens n'ont pas les moyens d'acheter de la nourriture. Il est probable qu'à l'avenir ils seront encore moins nombreux. Je pense qu'il faut sensibiliser les gens pour les amener à commencer à réellement réfléchir au type d'aliments qu'ils mangent.

Je pense qu'il est important d'apprendre aux élèves dans les écoles à lire les étiquettes sur les aliments. La campagne que nous avons mise au point comporte quatre étapes. Premièrement, nous encourageons les gens à se familiariser avec les aliments, à connaître ce qu'ils mangent et à réfléchir à ce qu'ils mangent — non pas en les stressant, simplement en les informant pour qu'ils puissent faire des choix éclairés.

Deuxièmement, nous essayons de leur apprendre quelles sont leurs limites, à savoir à quoi ressemble un bon régime alimentaire, et je pense que c'est là où les AQR sont un concept très important.

Troisièmement, nous les amenons jusqu'à un point où ils peuvent agir, c'est-à-dire opérer des choix éclairés au moment d'acheter leur nourriture.

Quatrièmement, ils doivent faire de l'exercice, et je crois que c'est toujours l'autre côté de la médaille.

Pour moi, ce sont là les concepts réellement importants.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Monsieur Chong, avez-vous une question? Vous nous avez terriblement manqué la semaine dernière à Whitehorse.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Merci, madame la présidente.

Ma première question concerne l'annonce récente faite par votre autorité réglementaire, l'Office of Communications, de son intention d'interdire la publicité télévisée pour certains aliments et boissons à haute teneur en matières grasses, sucre et sel aux heures d'écoute des enfants.

J'ai réellement deux questions concernant cette annonce. Premièrement, quelle a été la réaction de l'industrie alimentaire? Est-elle généralement en faveur de cette mesure ou opposée? Quelle a été la réaction des associations de consommateurs et du public en général?

La deuxième question est de savoir si vous pensez que cela aura un effet sensible sur les habitudes alimentaires des enfants.

Mme Jane Holdsworth: Je peux peut-être répondre pour ce qui est de la réaction de l'industrie alimentaire.

L'industrie alimentaire a collaboré de très près au stade de la concertation et n'a cessé de rechercher des façons de cibler les interventions relativement à la publicité visant les enfants. Je crois que la grosse déception de l'industrie alimentaire concerne le fondement du ciblage de ces interrelations, qui n'est pas proportionnel. Il y a un modèle de profilage des nutriments, qui est le modèle des 100 grammes mis au point par la Food Standards Agency et qui détermine quels produits sont classés comme à forte teneur en matières grasses, en sel ou en sucre. L'industrie alimentaire considère que cette méthode n'est pas scientifique et beaucoup d'experts partagent cet avis.

Je pense, premièrement, que l'industrie alimentaire est très ouverte au changement. Nombre de fabricants chez nous ont renoncé à la publicité ciblant les enfants de moins de 12 ans. L'industrie a été déçue par le fait qu'à la dernière minute l'Ofcom a décidé d'étendre ses interventions aux enfants de 12 à 16 ans alors qu'auparavant il était seulement question des enfants de moins de 12 ans.

S'agissant de savoir si les interventions seront efficaces, la plupart des recherches que j'ai vues indiquent que la modification des pratiques publicitaires s'adressant aux enfants n'a que très peu d'influence sur les comportements. Mais je pense que les cinq compagnies alimentaires sont prêtes à apporter les changements nécessaires et à ne plus faire de publicité pendant les heures d'écoute des enfants.

M. Tom Sanders: Je pense que le public est généralement en faveur de la restriction des publicités pour les friandises, les boissons gazeuses et les croustilles visant les enfants. Je pense que cette interdiction générale a fait quelques victimes. Un cas intéressant est celui du fromage — nous ne pouvons plus faire la publicité du cheddar canadien, je le crains, à la télévision britannique aux heures d'écoute des enfants. Certains produits ont réellement été touchés par cela, comme les céréales du petit-déjeuner. Un autre aspect à ne pas perdre de vue est qu'au Royaume-Uni seules certaines chaînes de télévision passent des annonces publicitaires. La BBC, par exemple, est exempte de publicité.

Je doute que cela ait un effet sensible sur les comportements alimentaires car les décisions d'achat sont principalement prises dans les magasins lorsque les consommateurs voient les produits offerts et les prix. L'inconvénient de cette mesure est qu'elle aura des effets négatifs pour les réalisateurs d'émissions enfantines qui vont perdre les revenus publicitaires.

● (1205)

L'hon. Michael Chong: Je ne sais trop si d'autres témoins aimeraient répondre également à mes questions.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Il vous reste encore quelques secondes.

L'hon. Michael Chong: La raison pour laquelle je pose cette question est que, la fin de semaine dernière, je regardais la télévision en compagnie de mon enfant de deux ans et je sautais d'une chaîne à l'autre. Je suis tombé sur un programme pour enfants et j'ai remarqué que la publicité pour une céréale pour petit-déjeuner à haute teneur en sucre visait clairement mon enfant car c'était un dessin animé. Cela ne s'adressait clairement pas à des adultes.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Pour faire suite à la question de Michael, il y a chez nous une autre pratique publicitaire qui s'adresse à l'enfant de deux ans de Michael. C'est une annonce très courte qui guide le spectateur sur un site Internet — peut-être pas un enfant de deux ans — pour une tournée mystère d'une heure qui est absolument remplie d'annonces publicitaires pour cette céréale de petit-déjeuner.

L'une des raisons pour lesquelles on nous met en garde contre les publicités télévisées est que celles-ci s'appuient sur l'Internet de toute façon. Nous voyons aujourd'hui que les fabricants utilisent la courte durée de l'annonce télévisée pour canaliser les spectateurs vers leur site Internet pour de longues périodes.

Je serais très intéressée de savoir ce que vous utilisez comme données factuelles pour mesurer les changements de comportement, afin que nous puissions adopter des politiques fondées sur des preuves. Avez-vous des données biométriques prouvant des réductions de poids?

En outre, j'ai été pas mal impressionnée par certaines des études utilisant le pedomètre, montrant que les enfants portant un pedomètre pendant les cours d'éducation physique tendaient à choisir les activités qui leur donnaient les cotes les plus élevées. Ce sont là des conclusions fondées sur des faits.

Mes questions portent donc sur deux choses d'une part: premièrement, les publicités et deuxièmement, pouvez-vous nous parler de faits démontrables sur lesquels appuyer les politiques susceptibles de modifier les comportements?

M. Tom Sanders: Pourrais-je dire quelques mots sur les céréales de petit-déjeuner? Elles sont peu susceptibles de faire grossir les enfants car elles n'ont pas une si forte teneur calorique et les quantités consommées ne sont pas importantes. Le problème du sucre concerne principalement les caries dentaires plutôt que l'obésité.

Je ne dirais pas que c'est une préoccupation primordiale, mais il y a de façon générale un problème au niveau de la publicité alimentaire visant les enfants. Il faut y remédier et certains fabricants ont maintenant décidé de ne plus le faire. Au Royaume-Uni, Mars a récemment annoncé que la société allait cesser de cibler les enfants.

À cet égard, il est très important que cette même politique de l'entreprise s'applique également à l'Internet. Il est possible d'exercer de fortes pressions sur les sociétés par l'entremise de leur conseil d'administration afin qu'elles modifient leurs méthodes de promotion auprès des enfants.

• (1210)

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Sur la question des données biométriques, chez nous, Statistique Canada, et les responsables de la santé publique, dans les enquêtes sur les enfants, aimeraient beaucoup avoir accès aux données sur la taille, le poids et peut-être le tour de taille comme moyen de suivre les programmes et voir si certaines catégories de population ont de meilleurs chiffres que d'autres afin que ces méthodes puissent devenir des pratiques exemplaires.

Qu'avez-vous comme données sur les poids réels? Je crois que l'étude du professeur Mackett indiquait que l'emploi du pedomètre a présenté au moins une certaine utilité pour son analyse. J'aimerais savoir si vous avez des preuves que cela motive les enfants à atteindre de meilleures cotes.

M. Roger Mackett: Nous n'avons pas de grandes preuves à cet égard. Ce que nous visions avec cette expérience c'était de mesurer l'activité quotidienne des enfants. Nous ne souhaitons pas qu'ils fassent plus d'exercice parce qu'ils portaient les moniteurs car cela aurait faussé l'expérience.

Je crains de ne pas savoir comment répondre à votre question sur l'utilité des pedomètres. Quantité de pedomètres sont distribués gratuitement à toutes sortes d'endroits, parfois par les fabricants d'aliments eux-mêmes. Ils semblent produire des résultats à court terme en encourageant les enfants à courir un peu plus, mais je ne suis pas sûr que nous ayons beaucoup d'indications prouvant qu'ils aient des avantages à long terme.

Peut-être mes collègues en savent-ils plus.

M. Tom Sanders: Pourrais-je dire un mot sur les données biométriques? Peser et mesurer les enfants est un sujet délicat. La mesure la plus fiable de l'adiposité est probablement le tour de taille. Cela suppose un contact assez étroit avec les enfants. Les filles, en particulier, sont très sensibles de ce point de vue.

Il faut aussi être très prudent quant à la façon dont les chiffres de taille et de poids sont utilisés pour classer les enfants comme obèses ou trop gros. Au Royaume-Uni, nous utilisons de nouvelles normes internationales pour calculer le poids corporel relatif et ces normes tendent à légèrement surclasser les enfants dans la catégorie de la surcharge pondérale et de l'obésité comparées aux systèmes antérieurs.

Il ne fait aucun doute que les tours de taille ont augmenté au Royaume-Uni. Cela est assez facile à déterminer en fonction des tailles des pantalons que portent les enfants. C'est une façon de suivre cela.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci.

Est-il possible de faire cela en supprimant les données d'identification, comme on le fait en médecine? Ainsi, vous ne connaissez pas le nom de l'enfant, vous avez juste besoin de savoir quel est le tour de taille de la classe. Peut-être faut-il aller rôder

autour des caisses de Marks & Spencer pour voir combien de paires de pantalons de taille donnée ils vendent. Cela se fait-il?

M. Tom Sanders: Ils ne sont pas taillés sur mesure. C'est presque comme se faire peser à la caisse et se faire dire sa charge calorique.

Une très vaste étude transversale a été faite au Royaume-Uni qui utilisait ces mesures de taille et de poids pour voir si les comportements alimentaires des enfants obèses diffèrent de ceux qui ne le sont pas. Elle ne fait pas apparaître de différence frappante mais il existe un problème majeur du fait que les enfants obèses tendent à sous-déclarer leur consommation de nourriture. Certaines catégories d'aliments sont sous-déclarées. Le chocolat, par exemple, est notoirement sous-déclaré.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Sandy.

Mme Sandy Oliver: Si votre but est d'adopter des politiques fondées sur des données factuelles, je pense qu'il est très ambitieux de vouloir établir un lien clair entre certains programmes ou certaines interventions et des changements de poids. Je pense que l'échelle de temps et la variabilité sont si grandes que ce genre de mesure est trop aléatoire. Le poids est une très bonne donnée si vous voulez déterminer une tendance générale, mais vous ne pouvez vous en servir pour adopter des politiques fondées sur les faits. Le mieux que vous puissiez faire est probablement d'observer des comportements. C'est quelque chose qui est beaucoup plus facile à constater et gérer dans une étude régulière, sur une échelle de temps plus courte.

• (1215)

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci.

La dernière question appartient à M. Hawn.

M. Laurie Hawn: Merci, madame la présidente.

Nous avons beaucoup parlé de programmes, de résultats, etc. et je suppose que tout dépend de l'évaluation que l'on en fait. J'aimerais savoir — et peut-être Jane Holdsworth est-elle la mieux à même de répondre — comment vous prévoyez de mesurer les résultats de tous ces programmes. Quelles sont vos attentes? Quand pensez-vous pouvoir mesurer les résultats afin de déterminer quels programmes sont efficaces ou non?

Mme Jane Holdsworth: Pour ce qui est de l'étiquetage alimentaire, nous participons à une étude de recherche conjointe avec la Food Standards Agency qui se penchera sur les diverses méthodes d'étiquetage utilisées sur le marché britannique. Nous allons examiner comment elles ont modifié les attitudes des gens envers la nourriture et leurs connaissances alimentaires et si cela a transformé leur comportement. Ils sont en train de définir les paramètres de la recherche qui prendra de 12 à 18 mois. Nous prévoyons que dans 12 mois environ nous aurons quelques résultats initiaux issus de cette vaste étude conjointe.

Parallèlement, ayant introduit le système nous-mêmes sur le devant des emballages des fabricants, nous effectuons une étude de suivi. Nous avons fait une enquête témoin en octobre dernier et suivons maintenant les modifications de comportement suite à l'introduction de l'étiquetage. Nous nous pencherons sur des aspects tels que la sensibilisation à l'étiquette et l'utilisation qui en est faite, le degré de compréhension des données et les modifications de comportement autodéclarées ou la connaissance des aliments qu'ils mangent. Cela se fait régulièrement. Une nouvelle vague de recherche va être lancée très prochainement.

M. Laurie Hawn: Et qu'en est-il des autres programmes visant l'obésité juvénile et le diabète de type 2? Il faudra manifestement du temps avant de pouvoir mesurer les effets. Quand pensez-vous pouvoir le faire?

M. Tom Sanders: Je pense que le diabète de type 2 est relativement rare chez les enfants. Évidemment, avec l'augmentation de poids le risque augmente, mais la plupart des enfants ne seront pas touchés avant la fin de la vingtaine ou la trentaine.

Je pense que le suivi du poids, particulièrement du tour de taille, est important, mais il faut que ce soit anonyme. Il ne s'agit pas que l'enfant rentre à la maison avec sur son bulletin de notes son indice de masse corporelle, comme d'aucuns le proposent. Il faut réfléchir à plus long terme, à un horizon de deux ou trois ans, et ne pas escompter des résultats en six mois ou un an, mais au moins endiguer la proportion des enfants qui passent au-dessus de l'un des seuils. L'indice de masse corporelle est relativement utile pour des groupes d'enfants mais ne permet pas très bien de décider si des sujets particuliers ont un excès de poids. Certains enfants ont davantage de masse musculaire et d'autres davantage de gras, et le gras est plus léger que le muscle.

La présidente suppléante (L'hon. Carolyn Bennett): Merci beaucoup.

Merci à tous d'être venus nous rencontrer aujourd'hui. Nous devons vous quitter et manger un déjeuner sain avant de nous rendre à Birmingham dans dix minutes.

Merci beaucoup.

• (1215)

(Pause)

• (1225)

Le président (M. Rob Merrifield (Yellowhead, PCC)): Nous allons reprendre la séance.

Christiane Gagnon a une question.

[Français]

Mme Christiane Gagnon: Monsieur le président, vous savez que j'ai déposé un avis de motion. Pouvons-nous débattre cette motion aujourd'hui? Je pense qu'il y a quorum. On n'attendait que vous. On pourrait adopter ou refuser la motion concernant la révision du Programme commun d'évaluation des médicaments faite par la vérificatrice générale.

Allons-nous réserver du temps à la fin de la séance pour faire cela?

[Traduction]

Le président: Vous nous avez donné un avis de motion. Nous allons examiner la motion à la fin de la réunion. Nous allons d'abord entendre notre témoin.

Nous avons encore une personne qui souhaite contribuer à notre dialogue avant que nous terminions notre étude de l'obésité juvénile. J'accueille Joe Harvey du Health Education Trust de la Grande-Bretagne.

M. Joe Harvey (directeur, Health Education Trust): Merci.

Le président: Merci de venir nous rencontrer.

Je vous donne la parole pour votre exposé.

M. Joe Harvey: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je ne sais pas trop ce que vous attendez de moi aujourd'hui, mais je crois savoir qu'il serait utile que je vous explique brièvement mon rôle, ce que fait le Health Education Trust et où nous nous situons

actuellement dans le contexte national. Ensuite, nous pourrions peut-être entamer un dialogue.

Cela vous convient-il?

• (1230)

Le président: Cela semble excellent. Nous allons vous écouter, puis nous aurons une période de questions et réponses. Allez-y.

M. Joe Harvey: Cela me convient parfaitement.

Pour ce qui est de mes antécédents, j'ai consacré toute ma vie à l'éducation. Le Health Education Trust a été fondé en 1993, lorsque j'étais conseiller principal au département de l'éducation de Birmingham.

Le trust se veut l'avocat des enfants. Il milite pour les pratiques exemplaires, il milite pour des approches cohérentes en matière d'éducation et de santé et pour que les enfants soient au centre de tout ce qui se fait dans une école. Il milite également pour leur engagement et participation à la prise de décision et accorde une grande importance à la notion de partenariat.

Pour ce qui est des services alimentaires, de l'enseignement de la nourriture et de la distribution d'aliments et conseils nutritionnels dans le contexte scolaire, il nous semble que le processus compte presque autant que certains des résultats.

Les dix dernières années ont vu l'adoption d'un grand nombre des principes que nous avons formulés dès 1993, 1994 et 1995, lorsque nous avons publié les premières approches d'un programme alimentaire et nutritionnel scolaire global: les groupes d'action nutritionnelle et scolaire et la notion que tout ce qui se fait à l'école doit être cohérent, faire participer les enfants et contribuer à leur santé optimale.

Face à la crise croissante de l'obésité juvénile, nous assistons à une explosion d'activités dans tout le Royaume-Uni, avec probablement les meilleures perspectives de changement positif que nous ayons vues en 25 ans. Nous avons en place trois programmes nationaux: Hungry for Success, qui est écossais; Appetite for Life, qui est gallois; et Turning the Tables, qui est anglais. J'ai travaillé à la conception et intervient directement dans l'exécution des programmes de changement national gallois et anglais.

Ce changement est cohérent sur le plan des principes. Il s'agit de considérer l'ensemble du service alimentaire tout au long de la journée. En effet, il n'y a pas que le déjeuner servi, mais aussi — un domaine dont je sais qu'il vous intéresse — les goûters et les produits distribués dans les machines — l'offre des machines distributrices a été particulièrement scandaleuse au Royaume-Uni au cours des 10 ou 15 dernières années — et tous les aspects de l'enseignement, y compris ce que nous enseignons aux enfants sur la théorie de l'alimentation et de la nutrition et aussi le fait que pendant très longtemps nos enfants arrivaient en fin d'études sans la capacité de cuisiner et sans notion élémentaire d'hygiène alimentaire. Nous considérons le tableau d'ensemble.

L'un des rôles du Health Education Trust dans le cadre de ces programmes a été de résoudre des problèmes — par exemple, sur le plan de la distribution automatique, trouver des produits à distribuer dans les machines qui soient appropriés pour les enfants, des produits que ces derniers vont consommer et qui seront commercialement viables.

Le pays le plus en pointe en ce moment est sans doute le pays de Galles, car son action combine l'alimentation et l'activité physique, un sujet qui vous intéresse. Je suis occupé actuellement à rédiger quelques documents d'orientation pour le gouvernement gallois qui prévoit de combiner l'alimentation et la nutrition, l'activité physique et les loisirs dans toutes les écoles du pays de Galles.

Vous trouverez sur notre site Internet des renseignements sur un ou deux sujets sur lesquels nous avons particulièrement travaillé. Notre initiative Best in Class recense les écoles qui ont les meilleures pratiques, qui opèrent des changements et sont prêts à partager avec d'autres écoles les bienfaits produits par leurs politiques en matière d'alimentation et de nutrition.

Nous avons, en Angleterre et au Royaume-Uni en général, un très fort réseau d'organisations non gouvernementales comme nous-mêmes — mais je crois que je vais conclure en disant que l'action la plus passionnante à laquelle j'ai participé depuis longtemps est le gros prix de loterie de 17 millions de dollars que nous avons gagné et partageons avec trois autres partenaires. Cet argent va transformer 180 de nos écoles, dans neuf régions d'Angleterre, en modèle pour tout ce qui concerne l'alimentation et la nutrition au cours des cinq prochaines années. Nous sommes actuellement en train de jeter les bases de ce programme qui va être déployé dans les premières écoles en septembre.

• (1235)

Voilà un tour d'horizon rapide de la situation. Je me ferais un plaisir de vous en dire plus sur tout sujet qui vous intéresse.

Le président: Merci beaucoup de cet exposé et d'accepter de répondre à nos questions.

Nous allons ouvrir la période des questions et je vais demander à Mme Bennett de commencer.

L'hon. Carolyn Bennett: Merci beaucoup.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur l'initiative Best in Class, en expliquant les critères utilisés et si vous ciblez le comportement des élèves en dehors de l'école ou bien si l'accent est mis sur l'activité physique et la bonne nutrition dans le milieu scolaire même?

Ici, au Canada, au Québec, nous avons un programme appelé ISO-Actif, qui est presque comme une certification ISO 9000 donnée aux écoles qui promeuvent l'activité.

Pourriez-vous expliquer un peu votre idée Best in Class et quels sont les éléments de l'enseignement que vous évaluez? Qu'évaluez-vous comme activités dans le cadre de Best in Class et aimeriez-vous y englober des choses qui ne le sont pas actuellement?

M. Joe Harvey: Je crois que Best in Class est déjà en train d'être rendu désuet par notre Food for Life Partnership, le prix de loterie que je viens de vous décrire car cela va produire, dans la pratique, 180 écoles Best in Class. Mais elles ne s'appelleront pas Best in Class, elles auront la cote or de Food for Life.

Best in Class était une initiative propre à notre organisation et n'oubliez pas que nous sommes d'envergure relativement petite. Nous avons un budget de bouts de ficelle. Il se trouve simplement que nous étions connus comme experts d'un volet relativement étroit de l'éducation.

Il s'agissait simplement de prouver que les écoles peuvent adopter une politique globale en matière d'alimentation et nutrition, en y englobant un peu d'activité physique, mais toutes ne le font pas, certainement pas en Angleterre. Malheureusement, l'alimentation reste trop souvent séparée de la politique relative à l'activité physique

et à la récréation. J'espère que cela va changer très vite au cours des trois à cinq prochaines années avec l'exemple du travail qui va se faire au pays de Galles. Et nous avons déjà quelques indications que les gouvernements de l'Angleterre et de l'Écosse souhaitent aller dans la même direction.

Mais Best in Class n'était qu'un petit ballon d'essai pour montrer à tous ceux qui étaient suffisamment intéressés pour visiter notre site Web que lorsqu'une école a le courage de prendre le temps de fixer des principes axés sur la participation des élèves à la prise de décision, il est possible de travailler au niveau de toute l'école pour faire le point de la situation, définir des objectifs propres et travailler en ce sens et obtenir d'énormes résultats.

Nous avons fixé des paramètres relativement souples pour ce qui est des résultats d'ensemble. Nous voulions des paramètres respectant les dernières lignes directrices du gouvernement, qui sont rigoureuses, des paramètres qui fassent participer les enfants au processus décisionnel par l'intermédiaire des conseils d'école et la création d'un groupe de travail sur la politique alimentaire ainsi que, bien entendu, la collaboration étroite avec un traiteur et, si possible, des liens avec la société externe et réaliser ainsi un soutien mutuel.

Nous voulions aussi faire en sorte que tout ce processus concernant l'alimentation et la nutrition soit utilisé comme un canal non seulement pour faire participer les élèves mais aussi les valoriser. Le principe à la base est la réalisation que tout ce qui est mal fait dans une école va se répercuter sur la perception que les enfants ont d'eux-mêmes et certainement sur leur comportement et leur éducation sociale.

Lorsqu'une école voit la période du déjeuner comme un problème plutôt que comme une opportunité, je vois une école qui a une mauvaise équipe de direction, une école où je demanderais, en tant qu'ex-inspecteur, si vous faites mal le travail dans ce domaine, de quoi d'autre vous fichez-vous encore?

Il s'agit donc de mettre en place un système de valeurs tel que tout ce qui se fait à l'école est fait aussi bien que possible en l'intégrant dans un processus de maturation des enfants tel qu'ils puissent assumer une plus grande responsabilité pour le fonctionnement de l'école.

• (1240)

L'hon. Carolyn Bennett: Dites-moi, en êtes-vous venu à ces convictions parce que le modèle directif traditionnel ne marchait pas et que vous avez appris que si les enfants participaient aux décisions la mise en oeuvre était plus facile et les résultats meilleurs?

M. Joe Harvey: C'est une question intéressante. Elle présume presque que c'est soit l'un soit l'autre et je ne vois pas les choses ainsi.

Je vois les enfants dans les écoles travailler avec le personnel et les traiteurs à l'intérieur d'un ensemble de contraintes, car à l'heure actuelle nous avons... Nous voudrions peut-être revenir là-dessus lorsque nous parlerons des machines distributrices, des collations, des effets de la publicité et des grosses compagnies.

J'ai assisté au scandale que représentait la mainmise par les gros fabricants multinationaux de boissons gazeuses et de friandises sur tous les distributeurs automatiques dans les écoles, comme aux États-Unis, ce qui leur permettait de réaliser des profits très considérables au prix de la santé, à toutes fins pratiques, des enfants.

Manifestement, il y avait un cynisme facilement détectable ou, si vous voulez, une contradiction entre le fait d'enseigner l'importance des fruits et légumes frais et d'un régime équilibré en salle de classe et puis de vendre dans tous les couloirs de l'école des produits, des boissons et des friandises pleins de matières grasses et de sucre.

C'est inconciliable. Il me semble donc qu'il s'agit d'établir un modèle de meilleures pratiques, de bons services de traiteurs et autres services tels que la distribution automatique. Ensuite, à l'intérieur de ce paramètre, vous vous assoyez avec vos enfants et vos traiteurs pour décider comment opérer ces changements. Quelle est la meilleure façon de s'y prendre? Quel est l'échéancier et quelle marge de négociation y a-t-il?

Le président: Merci beaucoup.

Madame Gagnon.

[Français]

Mme Christiane Gagnon: Je vais céder ma place à M. Luc Malo.

[Traduction]

Le président: Allez-y, Luc, je vous prie.

[Français]

M. Luc Malo: Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur Harvey, d'être parmi nous aujourd'hui.

La semaine dernière, on a eu l'occasion d'entendre le ministre d'État aux Sports du Royaume-Uni, qui est venu nous parler de quelques aspects reliés aux changements de culture qu'il voyait apparaître chez vous. Il nous indiquait qu'il était important pour les jeunes, afin qu'ils deviennent plus actifs, d'avoir la possibilité d'être en contact avec des modèles positifs tels que des athlètes professionnels, par exemple.

Pourriez-vous commenter à cet égard?

[Traduction]

M. Joe Harvey: Oui. Je ne suis pas sûr que notre gouvernement ait vraiment de quoi se vanter de sa cohérence et de l'établissement de modèles ou de processus particulièrement efficaces.

À plusieurs reprises, récemment, le gouvernement s'est même prosterné en acceptant les parrainages de grosses sociétés qui fournissaient des paniers et des ballons de basket-ball en échange d'une grosse quantité d'emballages de barres de chocolat.

Lorsque j'entends un ministre faire des déclarations que j'approuve en principe, je dis qu'il faut en même temps regarder les commanditaires des sports que pratiquent la plupart de nos héros. Par exemple, si vous prenez notre sport numéro un, le soccer, et que vous regardez les commanditaires des joueurs de première division, il s'agit principalement des fabricants de boissons alcoolisées, de Coca-Cola et de Pepsi.

Il me semble qu'une action gouvernementale visant à restreindre la domination totale des manifestations sportives par ces compagnies... et vous pouvez aussi considérer les grosses multinationales comme McDonald's qui consacrent beaucoup de temps, d'efforts et d'argent pour que les sports les plus suivis par les hommes et les femmes, qui sont sans cesse sous le regard du public, soient associés à leurs produits.

Si cela pouvait être endigué, ce serait beaucoup plus utile que d'avoir un athlète venant visiter une école ici et là et offrir une heure ou deux d'entraînement gratuit.

Un autre élément est que nous avons un gros problème au Royaume-Uni sur le plan de notre infrastructure sportive et récréative, s'agissant de l'accès des enfants à des installations

sportives en raisonnablement bon état à un prix raisonnable et abordable.

Donc, lorsque je vous entends dire cela, j'ai l'impression que c'est un peu faire joujou dans une flaque d'eau. Il y a tout un lac qu'il faudrait considérer, sur le plan des influences réellement importantes qui s'exercent sur les jeunes du point de vue de l'activité.

•(1245)

Le président: Merci beaucoup.

La parole est à M. Mike Wallace.

M. Mike Wallace: Merci, monsieur le président. Je suis heureux que vous soyez de retour.

Merci, monsieur Harvey, de vous joindre à nous aujourd'hui.

Juste par curiosité, d'où provient le financement du Health Education Trust et qui a fixé votre mandat?

M. Joe Harvey: Que demandiez-vous au sujet du mandat? Excusez-moi, je n'ai pas entendu.

M. Mike Wallace: Premièrement, est-ce le gouvernement de l'Angleterre qui a fixé le mandat du trust? D'où vient-il?

Deuxièmement, comment êtes-vous financé?

Troisièmement, établissez-vous de partenariats? Quel est le rôle des parents en ce qui concerne l'enseignement de la santé dans le système éducatif?

M. Joe Harvey: Ce genre de question risque de me tenir occupé pendant pas mal de temps, n'est-ce pas? Commençons avec le mandat.

Notre mandat ne nous est pas donné par le gouvernement ni, en fait, par personne d'autre. Nous avons énoncé les principes et les objectifs qui nous paraissent importants à titre d'association caritative indépendante. Ils sont consacrés dans notre charte et nous les poursuivons au mieux de notre capacité, en partenariat avec d'autres qui sont animés des mêmes idées. Ainsi donc, lorsque le gouvernement fait quelque chose de bien, nous l'appuyons passionnément. Lorsqu'il fait quelque chose mal, nous le critiquons aussi durement que nous le pouvons. Nous collaborons avec ceux qui partagent nos idéaux et notre désir passionné d'assurer les meilleurs résultats possibles aux enfants à l'école et au-delà. Aussi, lorsque nous voyons de la méchanceté, ou de l'incohérence, ou de l'hypocrisie, ou une influence excessive d'une grosse société multinationale qui s'intéresse aux profits plutôt qu'à la santé des enfants, nous nous lançons dans l'action et exerçons autant d'influence que nous le pouvons.

Nous sommes une très petite organisation, et c'est pourquoi nous nous associons le plus souvent que nous le pouvons à d'autres.

Pour ce qui est du budget et du financement, nous avons un budget très mince; nous n'avons que très peu de moyens, nous travaillons avec des bouts de ficelle et moi-même je gagne ma vie en faisant tout autre chose.

L'argent dont nous disposons tend à être efficace. Ce document que je tiens en main est la boîte à outils pour la distribution automatique de produits sains que nous avons rédigée pour le gouvernement gallois. Il nous avait accordé une subvention pour cela. En voici un autre qui énonce la politique alimentaire scolaire globale; voici un autre document sur la distribution automatique et en voici un sur une politique de l'eau.

Je suis également président du Caroline Walker Trust, et voici des lignes directrices, des lignes directrices de santé publique et de diététique, à l'intention d'autres institutions. Celui-ci s'adresse aux personnes âgées.

Ainsi donc, notre travail se fait habituellement au moyen de subventions spécialement accordées. Notre lobbying se fait normalement au moyen de revenus autres.

M. Mike Wallace: Cela me renseigne, car en me fiant uniquement au nom de l'association et à son fonctionnement, je ne savais pas trop qui est impliqué.

Vous avez effleuré cela et vous avez beaucoup parlé de l'enseignement sanitaire et alimentaire dans le système éducatif. Quel est le rôle de votre association sur le plan de l'éducation et de la promotion de l'activité physique conjuguée à un régime alimentaire adéquat, etc.?

M. Joe Harvey: Lorsque j'ai quitté Birmingham il y a 12 ou 13 ans, j'étais conseiller spécialisé en santé. Nous avons presque été poussés sur un chemin plus étroit ces derniers temps, particulièrement au cours des cinq ou six dernières années, à cause des dégâts auxquels nous assistons et qui sont causés par la crise de l'obésité chez nos jeunes. Mais ma formation se situe dans le domaine des drogues légales et illégales et de l'activité physique. De fait, ma formation initiale était celle de professeur d'éducation physique.

Je suis donc passionné pour le jumelage des deux, mais en ce moment ce n'est qu'une partie relativement mineure, une partie sous-valorisée, pourrait-on dire, de la politique écossaise et anglaise. La connexion est beaucoup plus présente au pays de Galles. Je travaille de très près avec le gouvernement gallois à l'exécution d'une politique dont j'espère qu'elle amènera les écoles, lorsqu'elles se penchent sur l'alimentation et la nutrition, à se pencher en même temps sur l'activité physique, tant au niveau des programmes d'enseignement que des installations récréatives à l'intérieur de l'école, et à mettre cela en relation très étroite avec ce qui est disponible en dehors, qu'il s'agisse de services publics ou de clubs locaux qui peuvent offrir aux enfants un soutien et un encadrement de qualité.

Ce n'est donc pas un aspect sur lequel je passe autant de temps que je l'aimerais, mais c'est un aspect qui fera de plus en plus partie du tableau dans le restant du Royaume-Uni une fois que le travail de première qualité qui se fait au pays de Galles sera de plus en plus remarqué.

•(1250)

M. Mike Wallace: D'accord. Merci beaucoup.

Merci, monsieur le président.

Le président: Nous vous remercions infiniment d'être venu passer du temps avec nous. Je ne vois personne d'autre souhaitant poser des questions. Je vous remercie donc encore une fois, monsieur Harvey, de votre participation. Nous sommes sur le point de tirer nos conclusions. Nous avons entendu un grand nombre de témoins sur le sujet de l'obésité juvénile et nous espérons passer très prochainement à la rédaction de notre rapport. Merci donc d'avoir contribué à cela.

Juste avant de couper la communication, j'aimerais remercier les techniciens qui ont assuré la logistique de part et d'autre, dans les deux pays. J'allais dire de part et d'autre de la mare, mais c'est une grosse mare. Disons donc dans les deux pays. Je veux donc remercier ceux qui, au Royaume-Uni, ont aidé à organiser cette audience — cela nous a épargné le voyage — et également ceux qui ont travaillé de ce côté-ci à cette vidéoconférence. Merci donc à eux avant de couper la communication.

Merci, monsieur Harvey, de votre contribution.

Nous allons donc clore cette partie de la séance et passer à la motion.

M. Joe Harvey: Ravi d'avoir pu parler avec vous. Au revoir.

Le président: Merci.

Madame Gagnon, souhaitez-vous présenter la motion?

[Français]

Mme Christiane Gagnon: Je proposerai la motion mercredi, car je dois partir immédiatement. Je n'aurai donc pas le temps de...

[Traduction]

Le président: Vous ne souhaitez pas faire la motion.

[Français]

Mme Christiane Gagnon: Non, ce sera mercredi. Il est trop tard, je dois partir.

[Traduction]

M. Rick Dykstra: Monsieur le président, Mme Gagnon a abordé la question au début de la réunion. Elle a demandé que sa motion soit examinée. Elle voulait que ce soit fait. Maintenant elle aimerait la retirer de la table pour que l'on en discute la prochaine fois. Je propose que l'on en traite tout de suite. Nous avons plusieurs choses à dire à son sujet. Faisons-le. Nous avons d'autres audiences qui vont commencer. Autant liquider cela tout de suite.

[Français]

Mme Christiane Gagnon: Je dois partir immédiatement. Je pensais qu'on allait finir à 12 h 30, et non à 12 h 40.

[Traduction]

Le président: C'est votre motion et si elle n'est pas introduite, nous ne pouvons pas la débattre. Voilà la situation dans laquelle se trouve la présidence.

[Français]

Mme Christiane Gagnon: C'est ma motion et je la proposerai mercredi.

[Traduction]

Le président: Si la motion avait été introduite, nous aurions dû la mettre aux voix, mais ce n'est pas le cas et elle va donc rester en attente.

Pour ce qui est de la motion, je peux vous donner mon avis, à savoir que l'intention de la motion est peut-être très bonne; simplement, j'aurais préféré tenir le vote après avoir... Mais c'est déjà un débat sur la motion. Je m'en remets à l'auteur de la motion, car c'est là la situation. Voilà l'opinion que j'exprimerai à son sujet.

Quoiqu'il en soit, je vois que notre tâche ici est terminée. Je remercie tout le monde d'être venu et vous prie d'excuser mon retard.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.